Spécial 3 pages : *Enfin pris ?* un film de Pierre Carles

N° 10

PLPL

Prix : 2 Euros

Pour Lire Pas Lu

juin-août 2002 — Le journal qui mord et fuit... — numéro dix

DOSSIER

LES DÉCERVELEURS

« Jacques Chirac et Lionel Jospin sont assurés du second tour. » Le 16 avril dernier, cinq jours avant le premier tour de l'élection présidentielle, Serge July rassemblait en une phrase scintillante de perspicacité tout le génie de sa profession. Plus tard, il conseillerait à la gauche d'affaiblir Chirac en l'ensevelissant sous les bulletins de vote. Nouveau triomphe de la manœuvre ! Le directeur de *Libération* ne faisait cependant que répéter ce qu'il avait lu et entendu ailleurs, chez ses maîtres penseurs, les sondeurs menteurs.

Ils ne s'amenderont jamais. Avoir menti au moment de la guerre du Golfe, puis de celle du Kosovo, puis de celle d'Afghanistan, leur fait désormais apprécier le goût de la vérité comme on savourerait une glace à la morue. Mais falsifier ne suffisant pas toujours à remplir un journal, mieux vaut disposer de figures imposées auxquelles se raccrocher. Les perroquets du PPA pépient alors comme des oies : le monde est en « crise » ; les peuples sont « en retard » ; les choses sont « complexes ». Pour le Parti de la presse et de l'argent, un journaliste devient exemplaire lorsque son cerveau reptilien a perdu la capacité d'abriter plus de trois « idées ». Outre la cupidité et la paresse professionnelle, les refrains des décerveleurs ont un ressort commun : l'amour de l'Amérique. Elle résout les « crises » à coup de canons, à la « modernité » sert d'étalon, à la « complexité » donne raison : « *Qui n'est pas avec nous est avec les terroristes.* » (Double V Bush) PLPL lance une opération de prophylaxie : la Sardonie se présente à votre domicile... (Lire pages 2 à 4)

La laisse d'or

La lutte est acharnée mais *PLPL* ne décerne la laisse d'or qu'au plus servile.

Weill est vil, Weill est veule, Weill est vilain. Nicolas Weill sert de « M. Pensée » au *Monde*, un quotidien vespéral des marchés (*QVM*) qui n'a que trois pensées en tête : entrer en Bourse, lécher l'Amérique et récupérer dans ses colonnes avilies les contestataires assez narcissiques (ou assez déconsidérés) pour lui servir de caution. Nicolas Weill accomplit sa besogne de petit chien en suçant tristement ses os favoris : le balladurisme intellectuel, le sionisme militant, la haine de l'intelligence. Ce dernier travers le rend parfois méchant. Les Sardons Noam Chomsky et Jacques Bouveresse ont tour à tour fait l'objet des pâtés de mots fielleux de ce freluquet du cerveau. Chomsky fut accusé de ne d'avoir pas hésité « *à offrir sa caution aux adeptes français du négationnisme* » (*QVM*, 03.09.99) ; Bouveresse à été soupçonné d'avoir fait « *le silence presque complet sur l'antidreyfusisme* » d'un auteur, Karl Kraus, qui, au siècle dernier, dévoilait déjà les mensonges des médias (*QVM*, 05.05.01). Avec Weill, critiquer *Le Monde*, le marché ou l'Amérique signifie vite être nazi ou « *se perdre dans la haine* ». Vaniteux, Weill fut ulcéré quand, après avoir lu en octobre 1999, son « analyse » d'une réunion de politologues, un directeur de recherches de la Sorbonne a stigmatisé (par courrier électronique) un « *papier désinvolte, mal informé et partisan* », « *des verdicts aussi dérisoires et excessifs que faiblement étayés et autorisés* ». Un autre chercheur a assimilé l'article du *QVM* à « *une compilation de lieux communs et d'anathèmes plus ou moins éplorés* ». Weill le veule a un modèle : Luc Ferry, « *intellectuel classique, penseur* », « *philosophe à l'œuvre considérable* », « *talent protéiforme* », « *professeur « grandiose »* », à la fois « *prémonitoire* » et doué d'une « *grande clarté d'écriture* ». Le vilain Weill jugea même le ministre mondain « *iconoclaste* » ! Raison invoquée ? « *Ce modéré pourfend sans répit les symptômes de radicalisme intellectuel.* » (QVM, 09.05.02) Avec un caniche aussi vil, seul l'or de la Laisse brille.

Pour relire pas relu

Souvent crassus varie

« Serge July » ne rime pas avec « se relit ». Fin 2000, le PDG de *Libération* est favorable à la cohabitation. Cela « *reste la meilleure solution pour éviter l'abus de pouvoir majoritaire. La cohabitation, malgré tout, c'est un progrès de la démocratie politique en France, et non pas son recul. Tous ceux qui déplorent un recul sont en général les mêmes qui ont de la politique une vision démiurgique, héroïque, « souverainiste ».* [...] *Tout ce qui pourrait apparaître comme un moyen de supprimer la cohabitation, comme un retour à la situation antérieure, serait vécu comme une énorme régression.* » (*Le Débat*, n° 112, novembre-décembre 2000.)

Quelques mois plus tard, la victoire totale de son ami Alain Juppé (avec qui July a écrit, en 2001, le livre, *Entre quatre z'yeux*) semblant possible, l'ancien militant maoïste réclame ce qu'il présentait auparavant comme « une énorme régression » : « *Le pire dans la situation actuelle serait une chambre ingouvernable. Reste l'hypothèse où la droite remporterait la majorité et gouvernerait avec les pouvoirs prévus par la Ve république, et assumerait la responsabilité de résoudre certaines des questions posées par la crise politique actuelle. Cette solution est évidemment la moins mauvaise pour la démocratie. C'est celle qui ne perpétue pas la confusion.* » (extrait du « chat » de *Libération*, 29.04.02) July rime avec « vive l'ordre établi ».

Pages 5 à 7 : Pierre Carles mord Schneidermann (et fuit...)

• « Propagande à la soviétique »

Dans un article de *Marianne*, le 6 mai 2002, on pouvait lire qu'entre les deux tours de l'élection présidentielle, « *pendant deux semaines, il faut bien l'admettre, nous avons vécu sous l'emprise d'une propagande à la soviétique.* » *Marianne* s'en félicitait... Le 29 avril, France Inter utilisait un prof nul de Sciences Po pour faire peur en expliquant que l'élection de Le Pen était possible : « *Il y a trois façons de voter Jean-Marie Le Pen. En votant Jean-Marie Le Pen, en votant blanc ou nul, ou en s'abstenant. Ce sont les trois façons de voter Le Pen.* » Interrogé pour savoir si « tout le monde » à *Charlie Hebdo* appelait à voter Chirac, Philippe Val expliquait trois jours plus tard à sa groupie Pascale Clark (France Inter, 02.05.02) : « *Ben oui. Comme tout le monde.* [...] *Non, il n'y a pas eu débat. Spontanément, la rédaction ce soir-là a été unanime. Ils ont dit : voilà, il faut voter Chirac.* » Le même jour, Delfeil de Ton, chroniqueur au *Nouvel Observateur*, commettait un texte titré « Je, tu, il vote Chirac » : « *À l'extrême gauche, Laguiller, virulente, et Besancenot, cauteleux, avec leur appel à ne pas voter Chirac, appellent de fait la victoire Le Pen.* » Gérard Dupuy, fermait le ban dans *Libération* : « *Ou bien on vote Chirac, ou bien Le Pen. Le vote Le Pen peut prendre plusieurs formes, celles de l'abstention ou du bulletin blanc ou nul. Ce n'en reste pas moins objectivement un vote Le Pen.* » (03.05.02.) Même les Soviétiques étaient plus subtils.

• Viviant aime le business (de gauche)

Le Nouvel Hebdo du 17 mai 2002, médiocre journal de business, compte un chroniqueur inédit : Arnaud Viviant, faux impertinent élevé aux *Inrockuptibles*. Le thème de son texte ? « *Saluer la mémoire d'Antoine Riboud décédé le 4 mai, sans attendre le résultat du second tour. Encore un mauvais signe démocratique.* [...] *Riboud était un patron, immense : il avait bâti l'un des plus grands groupes de l'agro-alimentaire. En même temps, il était de gauche.* »

Sommaire

pages 2 à 4, Dossier : *Les décerveleurs* • pages 5 à 7 : Spécial *Enfin pris ?* le nouveau film de Pierre Carles • Page 8 : PLPL rééduque la presse • Les Sardons parlent aux Sardons • page 9 : Brèves moustachues • page 10 : Le courrier picard : la voix de sa banque • page 11, Démontage de texte : *Le Monde* heurte un récif • page 12 : PLPL vous offre le salaire des patrons qui plastronnent

LES DÉCERVELEURS

La pédagogie de la soumission enseignée par le Parti de la presse et de l'argent (PPA) repose sur quelques colifichets idéologiques destinés, telle une paire de lunette bleue posée sur le nez de Guillaume Durand, à changer des outres vaniteuses en lanternes savantes. Dans les années 1980, les journalistes et leurs larbins diplômés injectèrent dans les crânes les figures imposées de l'idéologie dominante : « modernité » (du capitalisme), « société civile » (patronat), « débat » (récupération), liberté de la presse (c'est-à-dire celle des capitalistes qui possèdent la presse)... À quoi servent ces baudruches ?

Dans un éditorial plus infatué que d'ordinaire, Jean-Marie Ramina [Colombani, ndlr] « analysait » les raisons du score du Front national au premier tour du scrutin présidentiel : « *Ce n'est pas essentiellement une crise sociale ou économique qui fait le lit de ce parti, mais une crise politique, une crise du lien politique dans toutes ses dimensions.* [...] *Cette crise du lien politique se nourrit évidemment d'une crise du lien social et d'une crise du lien national* » (*QVM*, 07.05.02). Satisfait de son « travail », le directeur du *Quotidien vespéral des marchés* [ex-*Le Monde*] précisait : « *Le diagnostic n'a pas changé par rapport à ce que nous écrivons, dans ces colonnes, depuis bientôt vingt ans* ». Ramina n'a pas tort : pour les commentateurs du PPA, toute difficulté sociale, politique ou économique est une « crise ».

La « crise », roue de secours du PPA

Il n'en fut pas toujours ainsi. Avant d'user de la « crise » comme d'une roue de secours pour gloseurs paresseux, les agents du PPA s'employèrent à vider ce terme de toute connotation subversive. Pour les Sardons, la « crise » du capitalisme devait en effet ouvrir la voie d'une révolution qui balaierait le PPA au profit de la Sardonie libre. Mais à la fin des années 1970, marxistes renégats et essayistes balladuriens jugèrent qu'une révolution menacerait la propreté de leur piscine dans le Luberon. Ce n'est donc plus le capitalisme qui serait en crise. En 1981, l'essayiste mondain Pierre Rosanvallon bâcle un *digest* des lieux communs des antichambres américaines et l'intitule « La crise de l'État-providence ». Un an plus tard, le journaliste François De Closets caquette son best-seller : « *La crise étant indissolublement liée à l'économie de marché, laquelle est non moins indissolublement liée à un certain niveau de vie, nous sommes condamnés à nous en accommoder.* [3] » De tremplin pour un bouleversement de l'ordre social, la « crise » devenait l'instrument de sa perpétuation.

Ce travail accompli [4], le PPA pouvait enfin hurler « Vive la crise ! », titre d'un supplément de *Libération* diffusé en février 1984 et d'une émission de télévision. Monté par Alain Minc, le canasson reaganien Yves Montand y expliqua que la crise permettrait de casser les « acquis sociaux », de stimuler les jeunes entrepreneurs (Philippe de Villiers fut cité en modèle) et de donner le pouvoir en Europe à Margaret Thatcher. Le jeune Laurent Mouchard-Joffrin fit chorus, marquant l'histoire de ce néant intellectuel dont il serait par la suite un des plus loyaux interprètes : « *La vie est ailleurs, elle sourd de la crise, par l'initiative, par l'entreprise, par la communication.* » [voir *PLPL* 9, p. 6-7] Les deux millions de chômeurs de l'époque apprécièrent plus encore la sortie de l'ancien dirigeant maoïste Serge July, devenu patron de *Libération* : « *Pour rendre la crise positive, il faut faire des citoyens assistés des citoyens entreprenants.* [5] »

Chez les histrions du PPA, « crise » renvoie à maladie et accident, mais aussi à soudaineté, émotivité, irrationalité. Lors du mouvement de grèves sardones de novembre-décembre 1995, Alain Duhamel diagnostiqua une « *grande fièvre collective* », François de Closets une « *dérive schizophrénique* », Alain Minc un « *goût du spasme* » [6]. Les journalistes préfèrent moduler à l'infini la description des symptômes plutôt que d'interroger leurs causes. Quand la dégradation des conditions de vie dans les quartiers populaires laminés par le chômage et la précarité trouva sa traduction médiatique dans le spectacle des voitures brûlées, le PPA invoqua donc un « *malaise des banlieues* », une « *poussée de fièvre* ».

La « *crise de l'autorité* » constitua le thème du premier numéro du *Koursk* [ex-*Le Monde des débats*], mensuel des abysses intellectuelles. Flairant les poncifs comme un verrat les truffes, Laurent Mouchard-Joffrin, directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur*, fit publier le recueil de ses bavardages avec un petit reptile desséché (PRD) nommé Philippe Tesson. Le sujet ? « *Peut-on parler d'une crise générale de l'autorité ?* [7] » Réponse du Reptile desséché : « *Derrière cette crise de l'autorité se profile une crise de la société, une crise de la vie en commun.* » Trois ans plus tôt, le ministre Claude Allègre n'avait-il pas signalé chez les « jeunes des quartiers » une « *crise de la citoyenneté* » relevant d'une « *crise de mutation* » [8] ?

À la fin des années 1970, marxistes renégats et essayistes balladuriens jugèrent qu'une révolution menacerait la propreté de leur piscine dans le Luberon

Une poignée d'experts l'avait aidé, injectant dans les bajoues ministérielles une pâté composite : la « *crise du lien social* » répondait à une « *crise de l'intégration* » liée à la « *perte de tous les repères moraux et sociaux* » [9]. Résultat, une « *crise des institutions républicaines* [10] » menaçait, alimentée par une « *crise familiale* », une « *crise scolaire* », une « *crise de l'impunité* ». Martine Aubry compléta le propos. Nous nous trouvions face à une « *crise sociale multiforme* » entraînant « *peurs et repli sur soi* » [11]. Tous ces vocables décrivaient les conséquences sociales d'un capitalisme qu'Aubry, Allègre et leurs amis « socialistes » s'emploieraient à dynamiser.

Pourquoi tant de « crises » ?

D'abord pour justifier l'existence de ceux qui les diagnostiquent. Si demain n'était pas différent d'hier, qui accepterait de suffoquer sous la mélasse verbale des faux savants ? La « crise » valorise le caquetage incessant des médias et des experts.

Le Figaro interroge le crisologue Jacques Julliard : « *Vivons-nous une crise des institutions, une crise de la démocratie, une crise de la civilisation ou les trois à la fois ?* » (03.05.02) Et Julliard de répliquer par un poker de clichés : « *Le peuple est devenu objectivement conservateur. Il a peur de l'évolution, de l'Europe, de la mondialisation, de la libération des mœurs.* »

D'une « crise », on attend le dénouement. Les rosses expirantes de l'attelage du PPA la prophétisent régulièrement. La version pessimiste fait surgir le spectre d'une démocratie mise à mal par les « peurs » (comprendre les « refus ») de l'Europe ou de la mondialisation, les « replis sur soi », les « passions » populaires Leur « *fonction première est d'exprimer et de produire l'intégration logique et morale de la classe dominante* » [1].

Mais le PPA bouge sans cesse. Il revitalise son discours totalitaire et dissimule son monolithisme derrière un archipel de divergences microscopiques. Et quand son train déraille, il s'en prend toujours aux cheminots. L'Europe va mal ? Il faudrait plus d'Europe ! Le marché tue ? C'est parce qu'il n'est pas encore partout ! Crétins à plume et têtes de micros s'égosillent : « Vive la crise ! », « Sus aux retards français ! » Vous protestez ? C'est que vous n'avez rien compris à la « complexité ». À l'instar de deux Sardons célèbres, *PLPL* « *se propose de démasquer ces moutons qui se prennent et qu'on prend pour des loups, de montrer que leurs bêlements ne font que répéter dans un langage philosophique les représentations des bourgeois* » [2].

(grèves), la perte des « valeurs », etc. Ces hypothèques, fruits d'un « déficit d'explications », seraient levées par un « effort pédagogique », un « débat d'idées », « citoyen » de préférence. Il enseignerait au peuple ce qu'il n'a pas « *compris* » : c'est, par exemple, au service du seul bien commun qu'entre 1998 et 2000 le patron de l'industrie du luxe Bernard Arnault a empoché *chaque heure* l'équivalent de 64 années de salaire d'un smicard.

La version optimiste table plutôt sur une « mutation » bénéfique dont l'avènement exigera quelques menus « sacrifices » : le renoncement à ces « archaïsmes » que sont la protection sociale, les minima sociaux, le droit du travail, etc. Mais là encore, il faudra éduquer les masses. « *Il y a toute une pédagogie qui n'est pas faite, et notamment une pédagogie du risque* », insista Christine Ockrent, l'amie des patrons, après un reportage sur des jeunes qui se rebellaient contre la précarité de l'emploi (France 3, 22.04.01). Dès lors qu'une « crise » justifie des « remèdes » extraordinaires, la « *crise de l'autorité* » impose un renforcement autoritaire des autorités, sous la forme de cars de CRS dans les banlieues ; la « crise familiale » permet la suppression des allocations aux parents de délinquants ; la crise du « lien social » débouche sur des allégements de charges sociales en faveur des patrons. Et la « crise de l'impunité » se résout par la mise en place d'une justice expéditive pour les pauvres.

1. Pierre Bourdieu et Luc Boltanski, « La production de l'idéologie dominante », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 2-3, 1976, p. 4 et 5.
2. Karl Marx et Friedrich Engels, *L'Idéologie allemande*, Éditions sociales, 1982, p. 60.
3. François De Closets, *Toujours plus*, Grasset, 1982, p. 324
4. À l'époque, le PPA s'était regroupé dans une association, la Fondation Saint-Simon, qui rassemblait universitaires, patrons et journalistes.
5. « Vive la crise ! », supplément hors série au numéro 860 de *Libération*, février 1984.
6. Propos cités par Serge Halimi, « ?????????? », *Le Monde diplomatique*, janvier 1996.
7. Laurent Mouchard et Philippe Tesson, *Où est passée l'autorité ?* Nil, 2000.
8. Claude Allègre au colloque de Villepinte, *Des villes sûres pour des citoyens libres*, Ministère de l'Intérieur, 1997, p. 31.
9. Christine Lazerges et Jean-Pierre Balduyck, *Réponses à la délinquance des mineurs*, La Documentation française, 1998, p. 20.
10. Michel Wieviorka, *Violence en France*, Seuil, 2000.
11. Martine Aubry, *Des villes sûres pour des citoyens libres*, *op. cit.*, p. 37

... ou les perroquets du PPA

La régression sociale en retard

Mithridatisés par l'absorption massive de prose verminéuse, les archivistes de *PLPL* ne peuvent même pas lire qu'un tel est « en retard » sans une convulsion de dégoût. Car depuis vingt ans, toute divergence avec le modèle économique dominant est décrite et décriée comme un « retard ». Capitaine de la calamiteuse équipe de France de football, Marcel Desailly a confié au mensuel *Capital* (avril 2002) ses attentes vis-à-vis du nouveau gouvernement : « *Il faudra augmenter les moyens des forces de l'ordre. Autre impératif : baisser l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur le revenu qui étouffent le pays. La France est vraiment en retard. En Grande-Bretagne, où je vis, on peut plus facilement créer des entreprises sans être accablé par les taxes.* »

Récemment, pour expliquer le score de Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle, le patronat a sermonné : « *Cette situation trouve ses origines dans le retard d'adaptation de nos structures collectives, notamment publiques.* [12] » Suivant l'exemple donné par les poussah socialistes au soir du 21 avril 2002, le Medef invoqua « *un manque profond de compréhension* » des électeurs dû à « *un déficit d'explication* ».

Depuis vingt ans, toute divergence avec le modèle économique dominant est décrite et décriée comme un « retard »

Sous la plume des petits pions du PPA, le diagnostic de « retard » permet en effet de tout faire passer sous la toise des « avancées » du capitalisme libéral. Quand, en janvier 1998, Lionel Jospin refusa de satisfaire les revendications des chômeurs, Bernard-Henri Lévy avait salué le « *courage* » du premier ministre en expliquant : « *On ne peut céder à des mots d'ordre qui, s'ils étaient satisfaits, ne feraient que retarder l'Europe.* » (*Le Point*, 24.01.98) L'Europe est en effet le prétexte à combler tous les « retards » puisque chaque pays membre est tenu de s'aligner sur celui qui a manifesté le plus de fanatisme dans la régression sociale. La « gauche » rechigne à privatiser le peu qui reste de service public ? Jean-Marc Sylvestre maugrée sur France Inter : « *La France est en retard sur le calendrier. Elle entrera donc dans la concurrence, mais sur la pointe des pieds. Le monopole d'EDF n'est donc pas brisé.* » (16.02.99) De son côté, le *Quotidien vespéral des marchés* s'impatiente : « *Avec un an de retard sur ses partenaires, Paris se conforme aux nouvelles règles européennes. Les députés devaient voter un texte minimaliste alors que plusieurs pays ont opté pour une déréglementation totale.* » (*QVM*, 02.02.00) C'est bien sûr le statut d'entreprise publique d'EDF – pas ses déchets nucléaires – qui lui valent d'être « en retard »...

Georges-Marc Bénamou, devenu le boy de Lagardère, aurait préféré, à l'instar de ses confrères, que Lionel Jospin se nommât Tony Blair. La gauche, ironisait-il, « *peut persister dans le refus hypocrite du social-libéralisme et continuer à être la plus retardataire d'Europe.* » (*L'Événement*, 20.05.99) Chargé de l'éducation politique de Benamou, François Mitterrand avait gardé de son élève un souvenir nuancé : « *C'est un garçon complexe et attachant, très disponible. Mais ce qu'il m'a remis est confondant. Il pose des questions de primate.* [13] » Depuis, le très disponible primate a fait des émules. Toute personne refusant de s'adapter aux aspirations de la bourgeoisie et des journalistes bourgeois sera cataloguée « en retard ». Ne pas investir en Bourse via Internet est donc un signe d'arriération : « *Les Français n'aiment pas beaucoup la Bourse.* [...] *Ils sont, en plus, réfractaires aux nouvelles technologies.* [...] *La France est ainsi très en retard par rapport aux États-Unis, bien sûr* [sic], *mais aussi par rapport à l'Allemagne.* » (*Le Point*, 13.08.99) Ne pas être patron, c'est aussi être « en retard » : « *Soixante et un pour cent des jeunes veulent fonder leur entreprise.* [Mais] *la France a un énorme retard à rattraper par rapport aux autres pays.* » (*Le Nouvel Observateur*, 13.04.00)

C'est souvent à l'aune des « avancées » américaines que les journalistes apprécient le « retard français ». Interviewé par le *QVM*, un ancien commissaire des RG devenu patron d'un société de sécurité proposait une piste pour rattraper le « retard » : « *C'est bien sûr du côté du marché privé de la sécurité que la demande va s'orienter.* [...] *Or, dans ce domaine, la France est en retard par rapport aux États-Unis, où le rapport est de 2,5 agents privés pour un agent public. Cela présage de l'avenir...* [14] » Un avenir radieux.

En 1999, quelques « retards français » subsistaient. Le « retard à la propagande d'entreprises » fut dénoncé dans *Libération* par le conseiller en communication de Lionel Jospin, Stéphane Fouks, qui allait réussir à ruiner électoralement la campagne socialiste (sans le vouloir) après l'avoir ruinée financièrement (à dessein) : « *Les entreprises françaises prennent conscience qu'elles ont un énorme retard de communication par rapport à ce qui se passe dans les pays anglo-saxons.* [...] *Les groupes français doivent combler ce retard à marche forcée.* » (*L'Écho des start-up*, 19.08.99). Deux ans plus tard, Ramina pourrait bramer à la « une » du *QVM* : « *Nous sommes tous américains !* » (13.09.01).

Après les attentats du 11 septembre 2001, Jean-Marie Messier détecta un nouveau retard, le « retard à la récupération de la contestation » : « *On découvre combien les Occidentaux sont en retard. Ils n'ont pas voulu voir les désorganisations, les inégalités de développement, l'absence de contre-pouvoir, tout ce qu'avaient souligné les mouvements anti-mondialisation.* » Le patron de Vivendi concluait : « *Il faut établir un vrai dialogue entre les cultures si l'on veut éviter un choc de civilisation* [15] » Pour débattre de quoi ? D'un monde devenu plus complexe.

Poussières de l'air du temps

« *Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est accepter la complexité de la situation et accepter la complexité des politiques nécessaires et cesser tous les tabous, tous les discours idéologiques qui font perdre un temps considérable et ne servent à rien.* » Le 4 février 2001 sur France Culture, Jean-Claude Casanova, ex-conseiller de Raymond Barre et éditorialiste associé au *Monde*, ramassait en une phrase les poussières de l'air du temps. Alain Minc ne peut pas écrire dix pages sans hoqueter : « *La société est plus complexe.* [16] » Chaque éditorial du *Quotidien vespéral des marchés* précise : « *La réalité est sans doute plus complexe.* » (*QVM*, 06.04.02) Et René Rémond, l'une des épluchures les plus racornies de Sciences-Po, n'ouvre encore la bouche que pour bredouiller : « *C'est aujourd'hui une banalité de dire que la complexité est le maître mot des réalités sociales.* [17] » C'est assurément le maître-mot d'une génération d'intellectuels-journalistes parvenus

12. Communiqué du bureau du Conseil exécutif du Medef, 29 avril 2002.
13. Pierre Favier et Michel Martin-Roland, *La Décennie Mitterrand. IV - Le déchirement*, Seuil, 1999, p. 626.
14. Le *QVM-Économie* daté du 9 octobre 2001.
15. Cité par le *QVM* daté du 31 octobre 2001
16. Alain Minc, *Le Fracas du monde*, Seuil, 2001, p. 10.
17. Cité par le sociologue sardon Alain Garrigou dans *Les Élites contre la République*, La Découverte, 2001. Le PPA a évidemment censuré tout compte rendu sur cet ouvrage.

Les nigauds de la complexité

Pour **Jean-Marie Colombani [Ramina]**, il faut être « tous américains » car « *la réalité américaine, elle est diverse, elle est complexe* » (France 5, 07.04.02).

Pour **Edwy Plenel**, directeur de la rédaction du *Monde* et Roi du téléachat sur LCI, il fallait lire la biographie de BHL sur Sartre : « *C'est un éloge, justement, de l'erreur, de l'ambiguïté, de la complexité.* » (LCI, 14.01.00)

Pour **Maurice Szafran**, Laisse d'Or de *PLPL*, il fallait aussi lire BHL : « *Le Sartre de Lévy fut salué comme un livre important, redonnant du sens et de la complexité.* » (*Marianne*, 22.10.01) Lire ensuite le journal du plagiaire servile Alain Minc : « *Le plus influent conseiller du capitalisme français laisse apparaître une vision politique complexe, nuancée.* » (*Marianne*, 11.02.02)

Pour **Josyane Savigneau**, rédactrice en chef du *Monde des livres* et Laisse d'Or de *PLPL*, il faut lire le livre du renégat Hervé Hamon car l'auteur « *apprécie la vie dans sa complexité* » (*QVM*, 09.03.00).

Pour **Daniel Schneidermann**, « *il y a un journalisme dans lequel moi je me reconnais : le journalisme du « c'est plus compliqué que ça »* » (Bouillon de culture, France 2, 28.05.99).

Pour le **PS**, il faut lécher les classes moyenne qui lisent Minc, BHL et Hamon car « *cette partie de la population, dont le sentiment profond est qu'elle mène une existence toujours plus dure et toujours plus complexe, est le socle même sur lequel repose notre démocratie* » (Dominique Strauss-Kahn, *La Flamme et la cendre*, Grasset, 2002).

Pour **Laurent Mouchard-Joffrin**, il ne faut pas interdire les licenciements car « *les emplois détruits d'un côté sont recréés ailleurs dans un jeu incessant, complexe et souvent douloureux. L'interdiction du licenciement est évidemment intenable* » (*Le Nouvel Observateur*, 16.09.99, à l'annonce des licenciements chez Michelin).

Pour **Zaki Laïdi**, demi-cervelet du consultant footballistique Daniel Cohn-Bendit, un intellectuel est « *un réseau de spécialistes capables d'analyser professionnellement les réalités complexes du monde* » (*Libération*, 11.01.01)

Jeu : pourquoi Zaki Laïdi refuse-t-il de « *réduire les enjeux de la libéralisation du commerce mondial à un affrontement entre les partisans du « tout marché » et les adversaires de cette évolution* » ?

Car « *la réalité est plus complexe* » (*Libération*, 24.12.01).

Pour ***Le Monde***, trois mois **avant** le premier tour de l'élection présidentielle, « *Il est sain, normal et heureux que cette question de la sécurité soit au cœur de la campagne électorale qui s'annonce. Il est de bonne pratique démocratique que partis et candidats s'affrontent sur le sujet : l'affaire est complexe* » (éditorial 29.01.02)

Pour ***PLPL***, les choses sont simples : les patrons plastronnent, la gauche capitule et les médias mentent.

LES DÉCERVELEURS

et paresseux. Formés à la domesticité dans les écoles du PPA, ces vils godelureaux sont gavés au berceau : « *L'étudiant sortant de Sciences-Po doit être capable de penser la complexité et les dynamiques du monde, à la fois un et divers, dans lequel il va exercer ses activités* », expliquait le programme des « enseignements » de 1997 [18].

Vingt ans plus tôt, une poignée de fripouilles avaient mesuré tous les profits liés à la mise en forme prétentieuse du discours creux de la « complexité ». En 1977, Bernard-Henri Lévy associait socialisme et « barbarie à visage humain » puis décrétait que « *la raison, c'est le totalitarisme* » [19]. Le sociologue Edgar Morin se frottait alors les mains : si la raison était « totalitaire », toute analyse (qui consiste à décomposer un tout complexe en ses parties simples) devenait fascisme mou. Morin expliquant que « *la pensée simplifiante est devenue la barbarie de la science* », il révéla à l'humanité abasourdie les bases de la « pensée complexe » : « *Au commencement était l'Action, puis vint l'interaction, puis vint la rétroaction, puis vint l'organisaction* [sic] */ boucle production de soi – être – existence avec la régulaction* [sic], *avec la production / Puis vint l'informaction et la communicaction* [sic et re-sic], *c'est-à-dire l'organisation géno-phénoménale où le Soi devient* Autos *où l'être et l'existence deviennent vie.* [20] » Et l'emberlificoteur ajoutait dans la seule phrase intelligible de son ouvrage : « *C'est dire que tout est complexe.* » Dés lors, toute explication compréhensible serait déconsidérée au profit d'un galimatias ponctué de néologismes clinquants ; le lecteur éprouverait les frissons de l'intelligence en lisant des textes auxquels il ne comprendrait pas un mot.

PLPL peut le révéler : l'univers morinesque est consubstantiel au téléachat moustachu (TAM). Le 17 novembre 2001, après avoir renoncé à mastiquer les strophes inextricables du sociologue, le Roi du téléachat Edwy Plenel recevait une fois de plus l'Empereur de la complexité : « *Le sociologue Edgar Morin revient avec le cinquième tome de son maître-ouvrage commencé il y a plus de trente ans,* La Méthode. *Un livre qu'il faut lire, une œuvre dans laquelle il faut se promener. Une œuvre qui ne met pas à distance le lecteur, qui le rend – je l'ai dit tout à l'heure, je le redis – à la fois plus intelligent et plus humain.* » (LCI, 17.11.01)

Ce n'est pas seulement le charabia de Morin qui donna à Plenel l'impression d'être « plus intelligent » – il n'en comprit pas un mot et *PLPL* l'excuse –, mais une remarque glissée entre deux formules ampoulées : « *Le problème de la pensée complexe est de penser ensemble, sans incohérence, deux idées pourtant contraires.* [21] » Le sang du RTA n'avait fait qu'un tour. Soudain, la « pensée complexe » l'attirait comme l'aimant une limaille. Elle lui permettait de penser ensemble, « sans incohérence », trotskisme et entrée en Bourse du *QVM*, bonne volonté culturelle et supplément argent, amitiés militantes et cocktails mondains. « *Il faut penser contre soi-même* », répéterait-il, comme un 78 tours rayé. Décomplexé par la pensée complexe, le monarque moustachu du téléachat frétillait en présentant la nouvelle formule du *Quotidien vespéral des marchés* : « *Quant à* [la rubrique] « *Entreprises* », *le choix est dénué d'ambiguïtés : la micro-économie, les marchés et la finance, sans complexe, sans ce rapport trouble, voire hypocrite au monde de l'argent qui nous a parfois handicapé.* » (*Le Débat*, mai 1996) Plenel gloussait encore pour justifier les trois « unes » et les vingt-sept pages consacrées par *Le Monde* à Loft Story en 2001 : « *J'ai fait mettre Loft Story sur le canal 27 dans tous les postes de télévision de la rédaction.* [...] *Cette société marchande, elle est complexe. La marchandise, elle relie, elle ne fait pas qu'opprimer, elle est plus contradictoire.* [22] »

Mission : produire une critique acceptable pour le système. Profil recherché : rebelle passé du côté de l'ordre

D'Attali à Sarkozy

Avant de s'épanouir dans des émissions de téléachat, la rhétorique du « plus complexe » avait triomphé au moment du tournant libéral socialiste des années 1980. Riches contre pauvres, bourgeois contre prolétaires, patrons contre salariés, tout cela parut soudain bien trop simpliste aux bonzes du PS désormais préoccupés de déréglementation financière et de marché unique. Jacques Attali serait chargé d'expliquer aux ouvriers licenciés : « *La subversion exige de la séduction et de la conversion : faire l'apologie du disparate, du complexe, de l'invention de la négation de soi.* [23] » Cette conversion fut promptement acclamée par les commentateurs dont les sympathies à gauche s'émoussaient à mesure que s'élevait leur tranche d'imposition. Leur reniement devint percée conceptuelle « complexe ».

En 1991, le *QVM* se régalait donc en lisant le projet « socialiste » de Michel Charzat : « *Trois* [théoriciens] *apparaissent aujourd'hui comme les nouveaux « maîtres à penser » de la gauche. Le premier, Edgar Morin, est français : ce que retiennent les socialistes de son œuvre abondante et diverse, c'est avant tout sa réflexion sur la notion de « complexité », qui permet, selon Michel Charzat, de « s'élever à l'intelligence du pluralisme ».* » (*QVM*, 05.09.91) Espérant lui aussi régénérer la gauche par la construction d'« *espaces d'intercompréhension* », le jeune Philippe Corcuff, aujourd'hui conseiller éditorial au *Figaro*, chroniqueur à *Charlie Hebdo* et squatter des pages « rebonds » de *Libération*, compte déjà au nombre des « intellectuels » chargés de fragmenter en osselets morinesques la colonne vertébrale marxiste de la gauche. « *Il n'y a pas, d'un côté, le propre (la gauche radicale) et, de l'autre, le sale (la gauche 'plurielle')*, plaide Philippe Corcuff en songeant à Philippe Corcuff peignant les traits de Philippe Corcuff, *mais, de part et d'autre,* [...] *des êtres contradictoires, des êtres travaillés par des histoires, des identités et des intérêts divers, bousculés par des doutes.* » (*Libération*, 27.12.00)

Confiner la contestation à l'aile gauche du discours dominant est devenu un métier. Profil recherché : rebelle passé du côté de l'ordre. Mission : produire une critique acceptable pour le système et disqualifier ceux qui rien renié. Discours : « *Il faut montrer que les choses sont compliquées. J'essaie de rendre crédible une critique à gauche de la gauche qui ne soit pas le nez rouge gauchiste.* » (Philippe Val, rédacteur en chef de *Charlie Hebdo*, entretien à *Rouge*, 23.03.00) L'expérience aidant, on assimilera « refus de la complexité » et fascisme.

Ainsi procède Jean Quatremer, journalisticule à *Libération*, interviewant le commissaire européen à la concurrence Pascal Lamy : « *Le vote en faveur des extrémismes ne traduit-il pas aussi un rejet de la complexité de l'Europe et du monde ?* » Réponse de Lamy : « *Est-ce que les Français comprennent la complexité de leur propre système ?* » (*ESU*, 03.05.02)
Fort heureusement *Le Koursk*, [Feu-*Le Monde des débats*], entendait leur expliquer le fond des choses : une « crise » se déclenche à cause d'un « retard » dû à un « définit d'explications » d'un monde devenu « plus complexe » et elle se résout par le « débat » qu'entravent les extrémistes. Nommé capitaine du *Koursk* en janvier 2001, Jean Daniel, avait proclamé pour l'occasion : « *Nous étions dans l'ère des certitudes et des injonctions. Nous sommes dans celle de la complexité et du questionnement.* [...] *Nous avons à prendre tous les risques de l'imaginaire pour affronter le complexe et le contradictoire.* [...] *S'installer enfin dans la complexité pour l'épouser avant de la réduire parce que le fait, le réel, l'événement est par nature complexe. Relater plutôt que sermonner et complexer* [sic] *l'éthique de conviction par l'éthique de responsabilité : voilà quels sont nos commandements, notre catéchisme, pour le journalisme, qu'il soit culturel, intellectuel ou politique.* » L'aventure pathétique du *Koursk* s'achèvera quelques mois plus tard contre un iceberg nommé *PLPL* [lire *PLPL* nos 2/3 et 6].
Forgé pour endormir les résistances sardones, le discours de la « complexité » dissimule aussi l'ignorance et la paresse des éclopés du cerveaux munis d'une carte de presse. Le 11 août 2001, le malheureux Gérard Dupuy, éditorialiste à tout faire de l'*ESU*, doit commenter un sondage sur la Corse. Problème : il ne connaît de l'île que les somptueuses villas des chefs du PPA. La difficulté est vite surmontée : « *Il y a une réelle ouverture à la complexité du monde* »...

Le cheminement idéologique de la « pensée complexe » a trouvé son terme peu avant la nomination de Nicolas Sarkozy au ministère de l'Intérieur. Le petit traître balladurien ne put réprimer un sourire lorsqu'il annonça : « *Le monde d'aujourd'hui est si complexe qu'il n'y a pas de réponse binaire* » (France 3, 28.04.02.) La réponse « complexe » vint quelques jours plus tard, sous forme d'opérations coup de poings dans les quartiers populaires.

18. *Ibid.*
19. *Le Matin*, cité par le philosophe sardon Jacques Bouveresse dans *Prodiges et vertiges de l'an<alogie*, Raisons d'agir, 1999, p. 31
20. Edgar Morin, *La Méthode*. I - *La nature de la nature*, Seuil, 1977, p. 387, 369 et 378. Le chapitre s'intitule « La complexité de la complexité ». (Edgar Morin aurait produit une partie de son œuvre à l'aide du fameux GATO, le Générateur automatique de textes obscurs.)
21. Ibid, p. 379.
22. « On aura tout vu », La Cinquième, 24 juin 2001.
23. Jacques Attali, *Les Trois Mondes*, Fayard, 1981, p. 296.

Le SMIC ? Trop simpliste !

Convaincu du génie de ses analyses, le PPA fait rimer « complexité » avec subtilité, finesse avec distinction. Simultanément, il associe le simple au « vulgaire », à l'« archaïsme » et à la Sardonie. « *Quoi de plus simpliste que de défendre envers et contre tout le SMIC ?* », s'interrogeait en 1994 un pilier du service politique du *Nouvel Observateur* [1]. Le simplisme, c'est aussi toute critique susceptible d'égratigner le PPA. À la mort du sociologue sardon Pierre Bourdieu, le rossignol des catacombes Jean Daniel a expliqué : « *Le sacre de Bourdieu révèle enfin et surtout, tant par sa nature que par son importance, le besoin où se trouvent nos sociétés de revenir à une pensée binaire, c'est-à-dire à la conception manichéenne d'un monde où il n'y aurait que des dominants et des dominés, des occupants et des occupés, des maîtres et des serviteurs, des coupables et des innocents. Un monde où le réel perdrait sa complexité et la morale son ambiguïté.* » (*Le Nouvel Observateur*, 31.01.02) Cyril Lemieux, mirliflore suceur de micros et éleveur de larves à Sciences-Po, a mis en garde : « *Certaines mauvaises lectures de Bourdieu débouchent sur un simplisme critique (du type « Journalistes tous pourris ») ou analytique (du type « L'économie domine tout dans les médias ».* » (*Les Inrockuptibles*, 29.01.02)

1. Hervé Algalarrondo, *Les Beaufs de gauche*, Jean-Claude Lattès, 1994, p. 169

Enfin pris ? achève les faux impertinents

Le nouveau film de Pierre Carles

Daniel Schneidermann, le plumeau qui nettoie la télé

Dans un petit livre âcre et verbeux, Daniel Schneidermann définit ainsi la tâche dont il se croit habité : « *Quand à moi, je vais poursuivre mon chemin de journaliste, c'est-à-dire continuer à marcher vers ce scintillant mirage : la Vérité.*[1] » Comme le chemin risquait d'être long, la Vérité, compatissante, a bien voulu l'attendre au coin du bois. Il était dit que tôt ou tard elle jaillirait du bas-côté pour mordre Schneidermann à l'endroit le plus volumineux de son anatomie : ses chevilles. Avec *Enfin pris !* le nouveau film de Pierre Carles qui sortira en septembre 2002, c'est chose faite.

Depuis longtemps déjà, les Sardons savaient à quoi s'en tenir sur le compte du producteur d'*Arrêt sur images,* l'émission du dimanche (sur France 5) qui assure sa notoriété : fausse impertinence érigée en prétention critique, déférence attendrie pour ses invités les plus dodus (Jean-Marie Messier), autopromotion frénétique pour les médiocres ouvrages qu'il publie à raison d'un camion d'invendus par an, voilà quelques-uns des traits marquants de celui qu'Arnaud Viviant, son ancien collaborateur, appelle le « *petit roquet aux dents longues* ». Toutefois, il n'était pas rare que des esprits méritants mais influençables avouent une certaine faiblesse pour le « *critique* » à qui ils savaient gré de « *décrypter* » la lessive télévisuelle – quand le Petit Roquet ne faisait qu'y ajouter ses propres bulles. Ses chroniques dans le supplément télé du *Monde* – un tapis roulant de platitudes acidulées, habillées de quelques imparfaits du subjonctif – alimentaient l'image de l'érudit matois et persifleur.

Mais c'en est fini des demi-teintes. Le vernis critique dont Schneidermann se badigeonne en permanence n'est plus mentionné aujourd'hui qu'à titre de circonstance aggravante. Par exemple, lorsqu'il prétend « *analyser* » le discours sécuritaire en conviant sur son plateau le maire RPR de Mantes-la-Jolie, Pierre Bédier, et le collectionneur de montres de luxe Julien Dray : deux partisans de la schlague policière et des maisons de redressement pour un simulacre de débat pluraliste (19.05.02). Ou encore lorsqu'il embauche pour son émission le benêt Philippe Vandel, ex-tête à claques chez Canal Plus, qui avait longuement bichonné Schneidermann à Nulle part ailleurs au moment où ce-dernier faisait la tournée des plateaux pour promouvoir sa risible apologie du journalisme de révérence. Quant à ses chroniques dans le *QVM,* plus personne ne prend la peine de les déchiffrer – ce qui est dommage, d'ailleurs, tant sa « *critique des médias* » s'y exprime avec éclat. Pour preuve, cette élégie en hommage à Bernard Pivot, quand l'émission *Bouillon de culture* a rejoint la poubelle que son insignifiance réclamait : « *D'abord, c'est tout simple, le cœur se serre. Il se serre de voir s'éloigner celui qui depuis notre adolescence incarnait un certain génie français à lier le plaisir et l'esprit, un bonheur d'harmonie et d'écoute, et ordonnait chaque semaine un spectacle de paroles tout en fluidité et en transparence. Fluide et transparent : ce fut une sorte de ballet,* Apostrophes, *puis* Bouillon de culture, *un long ballet et quelques milliers d'actes, enjambant les décennies.* » (*Le Monde,* 1-2.07.01) Il est vrai que Pivot invitait assidûment le fat Schneidermann. Or, ce dernier souffre non seulement d'une hypertrophie des chevilles mais aussi d'une reconnaissance du ventre qui crie famine.

Parfois, ce mal qui le ronge le courbe littéralement en deux, dans une position qui bafoue la dignité de la personne humaine. Scandalisé qu'on puisse trouver « *cyniques* » ses camarades Alain Minc, BHL et Alain Duhamel, le Roquet aux dents longues s'exclame, nez au sol : « *Des cyniques, oui, mais bien autre chose aussi. Des cyniques, mais dont le cynisme, toujours contenu, n'a pas dévoré le talent, la curiosité, la faculté d'indignation, la capacité de renouvellement.* [...] *Qui a trié Alain Minc ? Ou Bernard Henri-Lévy ? Rien d'autre que leur habileté, leur talent, leur travail, leur sincérité. Personne d'autre.*[2] » Et lorsqu'il délaisse la brosse la reluire, c'est pour actionner la laverie automatique et purifier à grandes eaux moussantes tout son corps de métier, à commencer par ses employeurs du *QVM* : « *Il m'a toujours semblé, sur l'euro par exemple, ou sur le référendum concernant Maastricht, que les médias traduisaient la diversité des approches. Ce n'est pas sans débats internes. Au* Monde, *pendant la guerre du Golfe, cette pluralité s'est traduite dans les colonnes du journal, j'en ai un souvenir très précis.* » (*L'Humanité Hebdo,* 04.06.98) Le pilonnage pro-OTAN des médias pendant l'opération du Kosovo ? « *Le traitement a été très différent de celui de la guerre du Golfe. Beaucoup de dérives ont été évitées au Kosovo.* » Parions qu'à la prochaine guerre appuyée par les amis de Schneidermann, ce dernier saura en tous points confirmer sa « *capacité de renouvellement* » en expliquant que le traitement, une fois encore, aura été « *très différent* ».

Cirer les godillots d'une corporation que l'on se fait gloire de « *critiquer* » – n'est pas sans évoquer le paradoxe du dératiseur faisant élevage de rats. La différence est que le Roquet aux dents longues, lui, n'est pas du tout incohérent. Jamais il n'entrera en contradiction avec la tâche qu'il s'est fixée : se tailler un magistère dans un domaine quasiment vierge de toute concurrence – « *décrypter* » la télé en faisant de la télé – afin d'accéder à une position susceptible d'impressionner ses invités de marque et d'être à son tour invité par eux. Ce faisant, il pourra en effet espérer tenir table égale avec des Minc, des Cavada, des Duhamel et des Plenel.

C'est cette stratégie de carrière que dévoile le réalisateur sardon Pierre Carles dans son nouveau film. Dernier volet d'une série entamée avec *Pas vu pas pris* et poursuivie avec *La sociologie est un sport de combat, Enfin pris !* opère la jonction entre son approche de la sociologie de Pierre Bourdieu et sa démolition des médias (qui mentent), lesquelles convergent ici dans deux *Arrêt sur images* de grotesque légende. Le premier remonte à 1996 : invité à l'émission de Schneidermann, Bourdieu se retrouve à devoir ferrailler contre ses « *contradicteurs* » Jean-Marie Cavada et Guillaume Durand, qui lui coupent la parole, l'inondent de lieux communs et s'emploient, par bêtise plus que par fourberie, à rendre inintelligible l'exposé de ses thèses. Les extraits reproduits dans le film de Carles illustrent par l'absurde la démonstration du sociologue sardon : le cadre *du* « *débat démocratique* » est non seulement inapproprié à la diffusion d'une parole dissidente mais constitue un mégaphone permettant – consciemment ou pas – d'amplifier le caquetage des dominants. Le second *Arrêt sur images* date de décembre 2000. Quatre ans après avoir expliqué au sociologue sardon qu'il ne pouvait pas recevoir dans son émission un invité sans contradicteur au risque de trahir la démocratie, Schneidermann va prouver le contraire. Car ce jour-là, il reçoit un grand patron balladurien. Seul. La lettre qui suit lui sera lui sera alors envoyée par Pierre Carles : « *C'est avec un grand intérêt que j'ai constaté que tu venais d'accorder à Jean-Marie Messier* à Arrêt sur images *ce que tu avais refusé à Pierre Bourdieu en 1996 : une émission entière pour s'exprimer sans contradicteur. Je te félicite d'avoir fait ce choix courageux. Je suis bien d'accord avec toi : on ne donne pas suffisamment la possibilité aux PDG de multinationale de s'exprimer à la télévision et il y en a vraiment assez de l'omniprésence de certains chercheurs en sciences sociales sur le petit écran. On n'entend qu'eux, on ne voit qu'eux, et je me demande si cette hégémonie, en fin de compte, ne nuit pas gravement à l'équilibre du pluralisme et aux exigences du débat démocratique, comme tu m'en faisais judicieusement la remarque il y a quatre ans au moment de l'invitation de Pierre Bourdieu à* Arrêt sur images... *J'espère que tu ne te laisseras pas influencer par certaines critiques qui suggèrent qu'il y aurait deux poids deux mesures à* Arrêt sur images. *Un petit conseil : laisse gloser les jaloux et les aigris, ignore leurs insinuations malveillantes et concentre-toi sur ton plan de carrière. Tiens bon, Daniel.* »

Enfin pris ! dévoile la servilité avec laquelle Schneidermann arrange son entretien avec Messier. Avant l'émission, le « *critique des médias* » favori des ménagères raffarino-fabiusiennes de moins de 50 ans s'engage auprès du Maître à ne pas évoquer le sujet – potentiellement explosif – des comptes de Vivendi. Le Roquet démontrait là une remarquable intuition de professeur de journalisme puisqu'un an plus tard l'affaire des comptes de Vivendi ferait les gros titres de la presse [lire p. 6-7]. Schneidermann n'a jamais caché les bienveillantes intentions qu'il nourrit à l'égard de ses puissants convives : « *Oui, j'accepte, quand ils le souhaitent, une conversation téléphonique préalable avec les invités d'*Arrêt sur images, *pour les avertir des sujets sur lesquels ils vont être interrogés et – horreur suprême ! – m'enquérir parfois des sujets sur lesquels eux-mêmes souhaitent insister. Le procédé consistant à tirer de sa mallette une botte secrète pour déstabiliser son interlocuteur s'apparente à mes yeux au vol : on vole à son interlocuteur une réaction. Autant dire que je n'estimais pas que la censure par Canal+ du film commandé par Pierre Carles soit totalement injustifiable. C'est un film journalistiquement malhonnête, de mauvaise foi, qu'une chaîne était en droit de refuser de diffuser.*[3] »

ce mal qui le ronge le courbe littéralement en deux, dans une position qui bafoue la dignité de la personne humaine

Cependant, l'empressement avec laquelle le Petit Roquet aux dents longues a joué au pédicure de Messier (la chaussette trouée du Maître était au centre des débats) ne s'explique pas uniquement par son souci bien connu d'« *honnêteté* ». *PLPL* est en mesure de révéler l'arrière-pensée que nourrissait Schneidermann au moment d'embrasser la cause du Patron (à défaut de ses chaussettes) : se faire bien voir d'un futur employeur éventuel. « *Daniel a toujours rêvé de déménager son émission sur Canal+, car il jugeait l'audience de La 5e trop inférieure à son statut,* témoigne une Sardonne qui a travaillé pour lui. *C'est aussi la raison pour laquelle il s'est immédiatement désolidarisé de Pierre Carles quand celui-ci a été censuré par Canal+. Hélas pour lui, Messier et Lescure ne lui ont jamais renvoyé l'ascenseur. Et maintenant, avec les problèmes de Vivendi, l'affaire semble définitivement compromise.* » Qu'il se console, un « *scintillant mirage* » l'attend à la rentrée, dans toutes les salles de cinéma sardonnes. *PLPL* sera là...

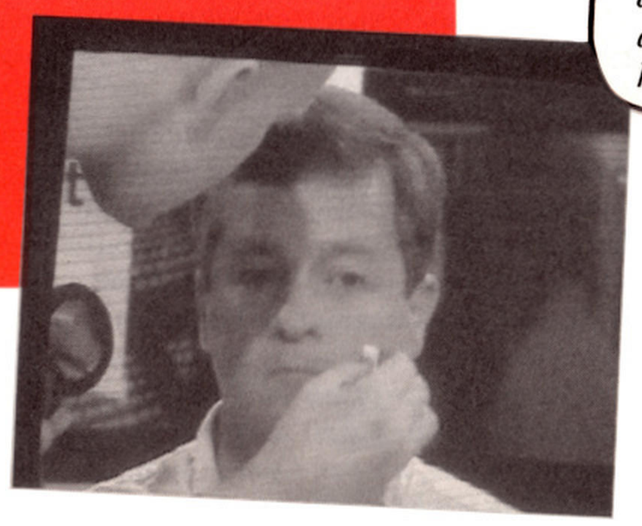
1. Daniel Schneidermann, *Le journalisme après Bourdieu,* Fayard, 1999.
2. *Ibid.*
3. *Ibid.*

PLPL présente : Daniel Schneidermann, Pierre Bourdieu, Jean-Marie Messier... dans

Pierre Carles au téléphone avec Schneidermann, ce dernier lui explique qu'il refuse qu'un invité de son émission « Arrêt sur images » se retrouve sans contradicteur.

Schneidermann : *« Pierre, il faut que tu comprennes bien : l'existence d'une contradiction est de ma part une condition non négociable. Démocratiquement, personne ne doit être en dehors du champ de la contradiction : ni Alain Minc, ni Alain Duhamel, ni toi, ni moi, ni Bourdieu »*

Le 10 décembre 2000, Jean-Marie Messier est le seul invité d'Arrêt sur images. Aucun contradicteur ne lui fait face.
Séquence tournée avant l'enregistrement, lors d'une séance où Schneidermann, une journaliste et Messier préparent l'émission.



- La journaliste : *« Sur le chiffre d'affaire une petite question : après la fusion [Vivendi-Universal] il y a des chiffres très différents quand on regarde Le Monde, Les Echos, votre rapport... »*

Messier commence à répondre sur les chiffres

- Schneidermann : *Enfin, on vous demande tout ça mais on ne vous le demandera pas pendant l'émission, hein. Rassurez-vous* [rire].

20 - Les Echos - mercredi 6 mars 2002 COMMUNICATION

Le groupe annonce une perte nette de 13,6 milliards d'euros, après 15,7 milliards d'euros

Le groupe Vivendi Universal purge

18 - Les Echos - vendredi 12 et samedi 13 avril 2002 COMMUNICATION

MÉDIAS

L'action ne connaît aucun répit et enchaîne baisse sur baisse. Flou dans la stratégie, actifs difficiles à céder, mauvaises rumeurs sur l'avenir de Jean-Marie Messier à la tête du groupe : les nouvelles pèsent sur le titre.

Le titre Vivendi Universal poursu sa chute rapide

Le Groupe Canal Plus sous pression pour redresser la tête en deux ans

■ Le ton de l'actionnaire Vivendi Universal s'est

Les résultats

La Tribune DES MARCHÉS

L'action Mobilcom

un an plus tard, tout démontre Schneidermann a bien fait d'enq la chaussette trouée et le sang Messier plutôt que sur ses cor

A4 COMPANIES

General Growth To Buy JP Realty For $440 Million

By DEAN STARKMAN
Staff Reporter of THE WALL STREET JOURNAL

General Growth Properties Inc. agreed to buy retail real-estate invest-

Vivendi Posts Big Loss for 2001 After Write-Down of Goodwill

Assets Acquired in Buying Spree Have Sharply Depreciated in Value

Flat's S In Italy

Vivendi : crise et chuchotements

Les actionnaires grognent, Canal+ se rebelle

Le désengagement de Vivendi Environnement ne devrait pas avoir lieu avant plusieurs mois. L'idée d'une vente de Tele+, le bouquet italien déficitaire, serait désormais acceptée par Jean-Marie Messier.

Vivendi Universal : le désendettement au centre de la réunion du conseil

Vivendi Environnement sera bien la pièce maîtresse du conseil d'administration de Vivendi Universal qui se tient aujourd'hui à New York. Jean-Ma-

sation » de 15 % du capital de VE auprès de la Deutsche Bank. Cette technique consiste à vendre des titres à un établissement financier à

Les chiffres clefs de Vivendi Universal au 1er trimestre 2002

Chiffre d'affaires: 13 178

où la logique de la ban

Les Echos
Le Quotidien de l'Economie

Jean-Marie Messier face à ses administrateurs

- *Le plan de réduction de la dette au centre d'un conseil marathon*
- *Vivendi Environnement déconsolidé*

Le conseil d'administration de Vivendi Universal, qui a commencé hier à New York en milieu de matinée, s'est prolongé jusqu'en fin d'après-midi. Le « clan Seagram » était présent au grand complet avec notamment les deux

assistaient à la réunion depuis Paris par vidéoconférence. Le conseil d'administration devait d'abord se prononcer sur la tenue d'une nouvelle assemblée générale des actionnaires.

*18 - Les Echos - vendredi 31 mai et samedi 1er juin 2002 COMMUNICATION

MÉDIAS

Jean-Marie Messier a été confirmé à la barre de son groupe pour mener à bien la réduction de l'endettement. Il a néanmoins été flanqué d'un « groupe de travail sur le gouvernement d'entreprise ». Une pratique de plus en plus courante aux Etats-Unis après l'affaire Enron.

Vivendi Universal : le conseil renforce son contrôle sur Jean-Marie Messier

DE NOTRE CORRESPONDANT À NEW YORK

Silence, on gère. Le mutisme du conseil d'administration de Vivendi

rait en première analyse comme une mise sous surveillance de Jean-Marie Messier, est appelé à se généraliser aux

Vivendi Universal

Cours de l'action à Paris

qu'après leur réalisation effective », indique un communiqué du conseil. En attendant, le PDG doit se tenir *« loin des projecteurs »* : le message des administrateurs sur ce point a été très clair aussi.

« indépendante des dé de rating, quelles qu'i groupe vient en effe accord avec ses banque part du passif exigib d'euros, une charge l

Enfin pris ?

Le nouveau film de Pierre carles

- La journaliste, s'excusant presque : *Non mais comme on était dans les chiffres, on est confronté...*

Schneidermann la coupe et s'adresse à Messier :

On va parler de choses beaucoup plus futiles.

- Messier : *Si vous voulez que je vous parle de chiffres...*
- Schneiderman (horrifié) : *Surtout pas!*
- La journaliste qui a compris ce qu'on attendait d'elle : *Non, non, non!*

Lors de l'émission Arrêt sur Images. Le « débat » se focalise donc sur un reportage photo de Paris-Match montrant Jean-Marie Messier en train de manger un sandwich dans sa cuisine, puis en train de lire un livre allongé sur son lit.

Vous savez qu'ici on enquête sur les coulisses des images. Et donc on a enquêté sur les coulisses de ces images-là. Avec des résultats surprenants.

- La journaliste : *Oui, alors justement quand on voit cette photo, on a l'impression que vous venez de finirde beurrer votre sandwich [...] Alors évidemment, ça ne s'est pas passé tout à fait comme ça. Parce que en fait, après enquête, on a appris que votre frigo était... vide!*

Messier explique que le photographe lui a apporté le sandwich tout fait

JEUDI 6 JUIN 2002

ECONOMIE

Très cher Jean-Marie Messier

Alors que Vivendi Universal a perdu 13 milliards d'euros en 2001, son PDG français a augmenté ses revenus de 66 %.

Messier un peu moins « maître du monde »

Un groupe de travail sur le gouvernement d'entreprise

LES ADMINISTRATEURS SE REUN

Le conseil de Vivendi met Messier sous pression

AUDIOVISUEL

Messier cherche à sauver son empire

Vivendi a mis sur le marché ses 23% de BSkyB et renoncé au projet de fusion entre Stream et Telepiù.

que
uêter sur
wich de
ptes...

Ah ! Il était venu avec le sandwich !!!

- La journaliste [...] : *Dernière chose dont on a beaucoup parlé au sujet de ce reportage, c'était de la sieste que vous faisiez sur votre lit après votre sandwich et où on voyait votre chaussette qui était trouée.*

Ce trou à la chaussette, on n'a retenu que ça. Vous avez dit « j'ai été piégé par Match, je ne m'en étais pas aperçu, le photographe non plus ». Donc, il y a eu piège.

PLPL rééduque la presse...

Lu dans

Le Pen risque d'être l'arbitre des législatives

Si les espoirs de conquête sont rares, le FN peut être au second tour dans 237 circonscriptions.

Le FN en embuscade

La division de ses adversaires, à droite comme à gauche, pourrait multiplier la capacité de nuisance de l'extrême droite dimanche aux législatives. Page 2

EDITORIAL

par JACQUES AMALRIC

Avant qu'il ne soit trop tard

Après le séisme, la marée noire? A trois jours des législatives, après une campagne inexistante, difficile d'esquiver la question. Mieux vaut d'ailleurs la marteler, avant qu'il ne soit trop tard, à l'usage de tous ceux qui ont détesté la surprise du 21 avril mais déjà oublié qu'ils avaient juré qu'on ne les y reprendrait

LES 237 CIRCONSCRIPTIONS OÙ LE FN PEUT ÊTRE AU SECOND TOUR

Circonscriptions où M. Le Pen a dépassé 12,5% des inscrits au 1er tour de la présidentielle

Nord

Pas Lu dans

« *Le FN a perdu son pouvoir de nuisance* » (*QVM*, 17-06-02), mais pas les médias (qui mentent) : Le FN n'était présent que sur 37 des 237 circonscriptions annoncées.

Ci-contre : *ESU* du 6 juin 2002, et le *QVM* du 9-10 juin 2002 (ci-dessous), qui pronostiquait « *Le parti d'extrême droite pourrait peser très lourdement au soir du 9 juin* ».

Les Sardons parlent aux Sardons

Déroute de l'équipe de France de football, échec de la « gauche » plurielle ; la preuve est faite : toutes les formations et institutions qui se soumettent au Parti de la presse et de l'argent (PPA) coulent. Les footballeurs ne footballent pas : ils se gavent d'euros publicitaires ; la gauche ne tond pas les patrons : elle les sert ; les contestataires n'élargissent pas les frontières de la Sardonie : ils font du téléachat moustachu. Quant à *PLPL*, son rôle est clair : détruire les médias (qui mentent) et leurs suppôts schneidermannoïdes. Mais pour cela, chaque Sardon abonné depuis le premier numéro doit se réabonner sur le champ !

Les « surprises » des élections ont conduit certains journalistes à découvrir des choses stupéfiantes : les médias ne disent pas toujours la vérité, les patrons ne sont pas tous pauvres, et François Hollande n'est pas Rosa Luxemburg. Les journalistes nous avaient garanti un premier tour réglé d'avance, une France qui allait mieux ; puis, avec la même assurance, que Le Pen risquait d'être élu, qu'il y aurait des centaines de triangulaires ; ils avaient également salué dans la démission de Jospin le *« geste d'un homme d'honneur »*. Aussi nuls que Jospin mais moins soucieux d'honneur que lui, Alain Duhamel, Ramina, Mouchard et le Roi du téléachat trônent toujours, plus fats que jamais.

Pourquoi ? Parce qu'ils ont reçu du secours. Pour se dédouaner de leur faillite, les journalistes ont fait appel à des contestataires, qui leur ont servi de caution au lieu de leur rire au nez – et de les combattre. Le PPA sait depuis longtemps attirer des gens proches des idées dissidentes. Il recourt alors à des entremetteurs installés à l'intérieur du système (dans un rôle de mouche du coche) et désireux que des dissidents les y rejoignent pour les dédouaner d'avoir tout renié. Le PPA leur susurre qu'ils pourront « changer les choses de l'intérieur » ; il escompte qu'ils se métamorphoseront à leur tour en miliciens contre la Sardonie libre. Que devenus anciens contestataires, ils écriront eux aussi leurs mémoires de renégats, accepteront de se transformer en aile gauche du discours dominant, organiseront des débats avec la police sur l'« insécurité », participeront à des instances de « concertation » et échoueront, tels une vieille méduse, sur un plateau de téléachat. Ils n'auront fait alors qu'imiter tous les Field, Schneidermann, Zéro, Plenel et autres faux impertinents que *PLPL* combat.

Certainement allumé par un membre du PPA, un incendie a brûlé l'entrepôt de la maison d'édition Agone, qui rime avec la Sardone. Agone, qui renaîtra de ces cendres, a informé *PLPL* qu'elle n'avait qu'un regret : ne pas avoir entreposé les millions d'invendus de Finkielkraut, de Triple Crème, de Ramina et de son vizir moustachu, le Roi du téléachat. Les Sardons, qui riment avec envoyeurs de dons, peuvent les adresser à *PLPL* en indiquant « Pour Agone, la Sardone ».

Index sardonique des noms cités

Sardonie : territoire intellectuel libéré par *PLPL*.

Sardon : militant de l'Internationale sardonique (IS), abonné à *PLPL* et qui s'emploie à le diffuser.

PPA : Parti de la Presse et de l'Argent. *PLPL* le détruira.

QVM : *Quotidien vespéral des marchés* bientôt coté en Bourse, parfois appelé *Le Monde*. Y bat le cœur du PPA.

ESU : *Écho des start-up*, parfois appelé *Libération*. En perdition.

Crassus : Serge July, PDG de l'ESU

Le RTA, Roi du téléachat : Edwy Plenel, animateur moustachu d'une émission publicitaire sur LCI, directeur de la rédaction du *QVM*, directeur adjoint de la SA *Le Monde*.

Téléachat moustachu (faire du) : Préférer l'autopromotion médiatique à la lutte anonyme. Activité pratiquée par les contestataires relaps qui plastronnent dans les émissions de LCI, France Culture, France Inter, ou dans les colonnes du *QVM*, de l'*ESU*, de l'*HPZ*, etc.

Raminagrobis (ou **Ramina**) : Jean-Marie Colombani, petit échotier poltron et sans envergure, directeur du *QVM*.

Le plagiaire servile : Alain Minc, président du conseil de surveillance du *QVM* et essayiste balladurien raté, condamné pour *« plagiat servile »* par un jugement historique du Tribunal de Grande Instance de Paris, le 28 novembre 2001.

Triple Crème : Alexandre Adler, amateur de plats en sauce, gloseur intarissable, directeur éditorial de *Courrier International* (groupe *QVM*).

***L'Hospice de la pensée zéro* (HPZ)** : *Le Nouvel Observateur*, hebdomadaire de la gauche qui capitule (lire *PLPL* n° 9).

Petit reptile desséché (PRD) : Philippe Tesson, duettiste radiophonique préféré de Laurent Mouchard. Par ailleurs chroniqueur de théâtre au *Figaro Magazine*

Laurent Mouchard (qui ment) : Laurent Joffrin, directeur (menteur) de la rédaction de l'*HPZ* (lire p. 6-7).

Petit roquet aux dents longues : Daniel Schneidermann, journaliste au *QVM*, animateur d'une émission dominicale de fausse critique des médias. Ce surnom lui a été donné par son ami Arnaud Viviant.

Grand Cireur Picard (GCP) : Michel Maïenfisch, journaliste au *Courrier Picard*.

VVV : vil, veule et vilain comme Nicolas Weill, Laisse d'Or de *PLPL*

Abonnement : 20 € pour 10 numéros.
Soutien : 50 € et plus.
Règlement à l'ordre de PLPL adressé à : PLPL, BP 2326, F-13213 Marseille CEDEX 02
Courrier électronique <redaction@plpl.org>
Site Internet <www.plpl.org>
Les abonnés qui souhaitent diffuser PLPL peuvent commander les numéros au prix de 10 € les 10 exemplaires, port compris.

À défaut de protestation de leur part :
- direction de la publication : Discepolo
- direction granitique de la CRE : Rimbert & Halimi
- direction du bon goût : Panta
- direction politique : Balbastre & Kalinowski
- direction sportive : Cyran
- direction de la propagande : Eugène & Vincent

N° de commission paritaire 0906 G 80702

Oui ! je veux DÉTRUIRE LE PPA

je m'abonne à PLPL

Nom

Adresse

Courriel

☐ Abonnement à compter du n° :

☐ Commande de 10 exemplaires supplémentaires des n° :

☐ Abonnement de soutien

Brèves Moustachues...

PLPL N° 10

Les visionnaires

« *Chirac et Jospin* [se dirigent] *vers leur lutte finale. Jospin, malgré des maladresses, a préservé ses chances, les sondages lui étant plus favorables pour le second tour, où il refait son retard sur Chirac.* » (Gérard Dupuy, *Libération*, 20-21.04.02)
« *Le premier tour, sans suspense, est un vote indépendant où il s'agit de témoigner ou de protester, avant qu'une autre campagne, pour la « vraie » présidentielle, ne débute.* » (*L'Express*, 11.04.02)
« *Chirac et Jospin sont assuré du second tour.* » (Serge July, *Libération*, 16.04.02) « *La France semble entrer, enfin, dans la norme des grandes démocraties européennes ou deux grandes forces politiques structurent à la fois la société et de débat, où deux propositions gouvernementales rivalisent.* » (Serge July, *Libération*, 17.04.02) « *Jospin et Chirac, assurés de participer au second tour.* [...] *Dimanche soir, à 20 heures commencera la campagne présidentielle.* » (Serge July, *Libération*, 19.04.02)
« *S'il atteignait 15 % des voix, Jean-Marie Le Pen gênerait grandement Jacques Chirac.* [...] *Personne n'envisage sérieusement que MM. Chirac et Jospin ne se retrouvent pas face à face au second tour.* » (*Le Monde*, 19.04.02)
« *Prétendre, comme certains, que Le Pen pourrait battre Jospin est une malhonnêteté intellectuelle. Ne vous laissez pas avoir.* » (Noël Mamère, 20.04.02, cité par *Le Journal du dimanche*, 28.04.02). Etc. Etc.

Savigneau dénonce le « fanatisme du social »

Lors de l'émission Campus consacrée à Françoise Sagan (France 2, 04.04.02), Guillaume Durand aborde la pétition signée par plusieurs intellectuels médiatiques pour éviter à Françoise Sagan d'avoir à payer 850 000 euros qu'elle a dissimulé au fisc. François Reynaert se risque à avancer que chacun, y compris Sagan, devrait être égal devant la loi. Savigneau explose de colère : « *La question, c'est : est-ce qu'il y a des gens qui ont le droit d'être en dehors de la société ou pas.* » Et la rédactrice en chef du *Monde des livres* hurle : « *Cette espèce de fanatisme du social que vous avez, moi je ne le partage pas ! Ça m'ennuierait qu'on termine cette émission sur le social.* »

Les « excellents produits » d'Arte

Sur Arte, samedi 13 avril 2002, émission « La semaine de l'économie ». Invité : Serge Tchuruk, PDG d'Alcatel. Le patron répond à une question de Dominique Nora, journaliste au *Nouvel Observateur*, qui s'inquiète de ce qu'il pense des jeunes diplômés des universités et grandes écoles françaises : « *Je vous rassure, en France, nous avons dans ce secteur d'excellents produits.* » Humble et beau sourire de Dominique Nora.

Journalistes pour France d'en-bas

Quelques journalistes ont des raisons d'être inquiets de la chute de la Bourse. Ainsi Bruno Gaccio, auteur des *Guignols de l'info* a participé à l'assemblée générale des actionnaires de Vivendi, le 24 avril dernier. S'adressant à Messier, il pleurnicha : « *Je suis porteur d'à peu près 8 000 actions Vivendi Universal. Quand je les ai achetées, elles s'appelaient Canal + elles valaient 280 euros à peu près. On les a transformées en Vivendi Universal. Donc j'en ai eu deux fois plus. Et elles valent six fois moins. Pour vos actionnaires, vous pensez que ça peut durer combien de temps.* » Réplique de Messier : « *Je trouve que vous parlez beaucoup d'argent, M. Bruno Gaccio.* »
Paul Moreira, rédacteur en chef de l'émission « 90 minutes » sur Canal+ et auteur dans « Le Diplo » d'un (très mauvais) article à la gloire de Manu Chao, a lui aussi fait part de ses angoisses citoyennes : « *J'ai reçu des stocks transformées en Vivendi Universal après la fusion, au prix d'exercice de 80 euros.* [...] *Le titre cote actuellement 40 euros.* » (*Le Figaro*, 22.04.02.)
La reine des « stocks » reste néanmoins la socialiste Anne Sinclair. Sa longue fidélité à TF1 lui a en effet valu l'octroi de 230 000 stock options de la chaîne de Bouygues et de Pinault. Début juin, la valeur de ces titres s'établissait à 7 250 000 euros (environ 47 millions de francs.) Mais l'action n'a cessé de baisser. Est-ce donc pour rassurer son amie que Ramina [Colombani], évoquant la prochaine entrée du *QVM* en Bourse, a eu cette phrase : « *La confiance que nous accordons au marché sera payée de retour par ce même marché.* » (RTL, 18.05.02)

Toujours rien...

Politis, l'hebdo citoyen renfloué par *Le Monde diplomatique*, l'hebdo qui bénéficie aussi de tarifs de faveur – ou de charité – pour ses publicités (en couleurs !) dans *Le Monde*, l'hebdo qui célèbre sur le champ chacun des ouvrages d'Edwy Plenel (directeur de la rédaction du *Monde*) et qui loue également ceux de Jean-Marie Colombani (directeur du *Monde*)... *Politis* donc, n'a pas encore consacré d'enquête « citoyenne », ou d'article tout court, à l'entrée en Bourse du *Monde*. Il est sans doute plus reposant – et moins risqué – de célébrer les stars d'Attac et la musique de Manu Chao. Toujours rien non plus dans *Rouge*, l'hebdo de la LCR, dont Edwy Plenel fut autrefois le rédacteur en chef.

Le QVM recrute

Juste après le barriste Jean-Claude Casanova, *Le Monde* vient de recruter un nouvel éditorialiste associé. Son nom ? Thierry Montbrial. L'année dernière, Montbrial confiait : « *La France est une Union soviétique qui aurait réussi. J'avais inventé cette formule au début des années 1980 mais elle reste vraie aujourd'hui pour décrire cette partie de la France bunkérisée autour de l'État. Bien sûr, la France a bougé grâce à la dynamique de l'euro et aux privatisations, mais en ce qui concerne la réforme de l'État, notre bilan est très décevant par rapport aux Britanniques et aux Italiens, aux Espagnols et même aux Allemands. Dans ce domaine-là, la France a désormais plus de retard encore qu'il y a vingt ans.* » (Vincent Géret et al., *Vingt ans de pouvoir*, Seuil, 2001). Aussi à gauche que Ramina et Casanova, Montbrial devrait conforter le « *trotskisme culturel* » du quotidien d'Edwy Plenel.

courrier des lecteurs

Le dramaturge sardon Bertolt Brecht est sorti de sa tombe pour écrire à *PLPL* après le premier tour de l'élection présidentielle. Ayant transcrit les propos tenus par Lionel Jospin le 21 février 2002 sur France 2 (« *Le projet que je propose au pays n'est pas un projet socialiste. Il est une synthèse de ce qui est nécessaire aujourd'hui, c'est-à-dire la modernité.* ») Brecht nous livre son analyse : « *Pourquoi certaines couches petites-bourgeoises et mêmes prolétariennes menacent-elles de passer au fascisme ?* [...] *Parce que la social-démocratie n'a aucune conception de l'avenir. Ni en politique intérieure, ni en politique extérieure.* [...] *Parce que la social-démocratie ne propage pas les idéaux socialistes et n'applique pas le programme socialiste.* » (1939, *Écrits sur la politique et la société*, Paris, L'Arche, 1971, p. 199)

Plagiaire et millionnaire

Selon *Challenges*, 16 mai 2002, la boîte de « conseils » d'Alain Minc, président du conseil de surveillance du *QVM*, grand copain de Ramina, d'Anne Sinclair, d'Edwy Plenel et désormais « *plagiaire servile* » (selon le tribunal de grande instance de Paris, 28.11.01), aurait en 2001 « *affiché un chiffre d'affaire de 8 millions d'euros et un résultat net de 4,5 millions d'euros, dont l'heureux PDG-actionnaire peut disposer à sa guise* ». Comme *PLPL* l'a rappelé, le ministre des Finances « socialiste », Laurent Fabius a remis la légion d'honneur à Minc juste avant de quitter Bercy, remplacé par l'ancien PDG d'Usinor, saigneur de la Lorraine.

Blanchiment de moustache ?

Embarrassé par le bon score du FN à la présidentielle, le Roi du téléachat Edwy Plenel *, directeur de la rédaction du *Monde*, tente de faire oublier la campagne sécuritaire de son journal avant le premier tour (lire *PLPL* n° 6). Comment ? En se défaussant sur TF1 dont il met en cause « *la hiérarchie d'un fait divers dans l'organisation d'un journal télévisé* » (*Correspondance de la Presse*, 02.05.02). Mais Plenel oublie de signaler à la fois qu'il montre sa moustache tous les week-end sur LCI, chaîne câblée du groupe TF1, et que *Le Monde* et TF1 avaient conclu un « *accord rédactionnel* » pendant l'élection présidentielle. Par ailleurs, quand le « socialiste » Julien Dray a été interdit d'antenne sur TF1 et sur LCI pour avoir parlé de « TF-Haine » dans un moment de dépit (Dray espérait en effet devenir ministre de l'Intérieur de Jospin II), cette censure n'a pas empêché Plenel de continuer son émission de téléachat en compagnie des opportunistes d'extrême gauche qui acceptent eux aussi de conforter la dictature de Bouygues.

Ramina cornaquera Mouchard...

Selon *La Lettre de L'Expansion*, Robert Badinter, Jacques Delors, Pascal Lamy et Jean-Marie Colombani feront partie du « Comité des sages » que Claude Perdriel, propriétaire du groupe Nouvel Observateur, veut installer « *afin d'assurer une transition capitalistique harmonieuse au moment de sa succession.* » (19.04.02) Laurent Mouchard-Joffrin, directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur*, n'aurait pas été jugé assez sérieux pour faire partie des « sages ». En 1999, Mouchard expliquait : « *Le système médiatique est devenu si transparent qu'on ne peut plus cacher grand chose.* » Sauf à ce pauvre Mouchard...

... Mais il lèche déjà Daniel

Ce n'est pas parce que Jean Daniel et Ramina siègent ensemble dans le comité des sages du *Nouvel Observateur*, ni parce que *Le Monde* et *Le Nouvel Observateur* projettent d'échanger 6 % de leur capital, ni parce que Ramina n'hésite pas à demander à Jean Daniel la critique des « livres » du plagiaire servile Alain Minc (lire *PLPL* n° 8), ni enfin parce que ce même Ramina est devenu un éditorialiste très grassement payé à *Challenges* (groupe Nouvel Observateur) mais... *Le Monde* a consacré deux articles obséquieux à Jean Daniel, deux jours de suite. L'entrée en Bourse du *QVM* se présente mal et, après avoir perdu 13,1 millions d'euros en 2001, le *QVM* s'est juré de mettre la main dans les plus brefs délais sur le gros magot de Claude Perdriel, propriétaire du *Nouvel Observateur*. Flatter Jean Daniel, ami très proche de Perdriel, suffira-t-il ?

Enquête :

Le courrier picard : la voix de sa banque

En Picardie comme ailleurs, le Parti de la Presse et de l'Argent (PPA) concentre pouvoir économique, prébendes politiques et docilité médiatique.

Aussi enthousiaste que Triple-Crème [Alexandre Adler] devant un réfrigérateur new-yorkais, aussi doué pour l'écriture que Crassus [Serge July], le rédacteur en chef du *Courrier picard* exultait le 3 avril 2001 : « *Le Crédit agricole est toujours le moteur de l'activité en Picardie.* » Tel était donc le titre du premier article « rédigé » par le représentant local du Parti de la Presse et de l'Argent (PPA). Simple hasard ? Via une filiale, le Crédit agricole détient 49 % du *Courrier picard*. Et l'un des cadres de la « banque verte » trône comme directeur général du journal. Le pluralisme n'est-il pas beaucoup mieux garanti quand le seul quotidien du département s'allie au « *premier établissement financier de la Somme* » ?

Le parrain picard

« *Le Crédit agricole est évidemment un acteur incontournable de l'économie régionale* », poursuivait dans sa prose aphteuse le commis du PPA. Difficile assurément de « *contourner* » Serge Camine. Directeur local du Crédit agricole, vice-président du *Courrier picard*, ce Camine-là préside également le Conseil économique et social régional ; Camine encore a rédigé le projet « Amiens à l'horizon 2010 » de son raffarinesque ami Gilles de Robien ; Camine toujours siège à la Chambre de commerce et d'industrie (CCI), dont l'un des cadres du Crédit agricole est directeur. Pouvoir politique, pouvoir économique et pouvoir médiatique : Citizen Camine trône sur la Picardie, aussi bouffi de vanité que Jean Daniel ou que ce fat de Ramina [Jean-Marie Colombani].

Les affaires sont bonnes. Avec « *un résultat net en progression spectaculaire de + 20 %* », le Crédit agricole maintient sa « *pôle position* ». « *Premier collecteur des revenus des habitants et des entreprises du secteur* », la banque prête massivement aux collectivités : villes, département, région. Les élus sont d'autant plus heureux que la branche « Communication » ne vient pas trop les gêner. Un journaliste résume le mot d'ordre adressé par la maison mère à sa filiale journalistique : « *La direction ne veut pas de vagues, surtout pas de remous. Tout ce qu'elle demande, c'est qu'on fasse lisse.* » Un correspondant sardon a précisé : « *C'est comme* Le Monde *avec Balladur ou avec Pinault.* »

Pendant que les « enquêteurs » du journal se concentrent sur « l'info-service », ils se taisent sur les perquisitions à l'OPAC, à l'Hôtel de Ville, au Conseil Régional. Ils n'épiloguent pas sur les auditions de Gilles de Robien et de ses adjoints, sur les gardes à vue de ses cadres… Tout n'est pas sombre dans ce paysage : les ventes de cette filiale picarde du PPA baissent de 5 % par an pendant que celles de *PLPL* explosent. Même si, par crainte de représailles, aucun libraire d'Amiens ne veut encore prendre en dépôt l'organe de la Sardonie libre, de nombreux Picards organisent des virées collectives à Lille et à Roubaix pour l'acheter [1].

Les lecteurs désertant *Le Courrier picard*, le journal leur a substitué d'autres revenus : le Conseil régional achète gentiment des pages de publi-reportage (rédigées par un journaliste maison sur le modèle des articles du *Monde des Livres* consacrés aux essais ratés de Ramina [2]). Et *Le Courrier* a remporté, sans effort, un fabuleux marché : l'édition d'*Entreprises 80*, le mensuel de la CCI dont le directeur de publication n'est autre que le président du *Courrier picard*. Un ancien salarié voit là « *un moyen de nouer des liens plus étroits avec le monde patronal* ».

Pouvoir politique, pouvoir économique et pouvoir médiatique : citizen camine trône sur la Picardie

L'idéologie Raffarin-TF1

Même si les rédacteurs du *Courrier picard* sont presque aussi dociles que ceux du *Quotidien vespéral des marchés* (*QVM*, ex-*Le Monde*), ils constituent encore une coopérative ouvrière – pas une entreprise sur le point d'être cotée en Bourse. Mais la ligne du PPA s'impose par d'autres méandres. Le Crédit agricole pèse de tout son capital sur les décisions stratégiques. Comme le *QVM* l'avait fait en 1994, *Le Courrier picard* a lancé en septembre 2000 une « *nouvelle formule* » racoleuse. Outre une maquette « rafraîchie », on a supprimé le service « enquête-reportage ». « *Plus personne ne suit le palais de justice, l'agriculture, l'urbanisme, les logements*, explique un journaliste, *Ils ont complètement cassé les rubricards* [3] *pour renforcer les éditions locales, pour mieux couvrir les fêtes en maison de retraite et les concours de dominos.* » Ne suivant plus aucun dossier, les rédacteurs perdent leur capacité d'initiative, et collent à l'agenda des institutions : offices de tourisme, missions locales, conseil général, sociétés d'économie mixte, etc. Sautant d'un sujet à l'autre, ignorant l'historique des projets, ils ne risquent pas de gêner leurs interlocuteurs.

Un rubricard « enseignement » avait affolé le PPA amiénois en soulignant que l'école de commerce était financée par la CCI et dirigée (à l'époque) par le premier adjoint Roger Mézin. Son article fut aussitôt bloqué par le rédacteur en chef. Plus tard, un compte-rendu sardonique du voyage d'« affaires » aux Bahamas du même adjoint avec sa compagne, le tout aux frais de Sup de Co, valut au journaliste la décoration habituelle de ceux qui font leur métier : une condamnation de la justice bourgeoise pour diffamation [4]. La direction du journal, courageuse, ajouta à cela une procédure de licenciement…

« *Casser les rubricards* » et tout miser sur « *la proximité* » (idéologie Raffarin-TF1) permet désormais d'éviter le risque de semblables désagréments. Pour « *apporter des services aux lecteurs* », on se concentre sur le menu des cantines et les horaires de piscine. *Le Courrier picard* a un modèle à l'esprit. En 1994, c'est en « cassant » le service étranger du *Monde* que Ramina avait réussi à installer sa dictature de gros matou balladurien. Puis, avec l'aide constante de son vizir moustachu que la politique internationale ennuie lui aussi [Edwy Plenel, ndlr], Ramina était parvenu à transformer *Le Monde* en un *QVM* racoleur, bruissant de rumeurs d'alcôves, croulant tantôt sous les faux scoops, tantôt sous les suppléments de téléachat.

Une nomination a soulevé un mini-tollé au *Courrier picard* : celle du chef de l'édition locale d'Amiens. Un poste clé, au cœur des réseaux. La commission des rédacteurs proposa Philippe Fluckiger, membre de la CGT, jolie plume. Dans les années 1990, la municipalité UDF avait en vain réclamé son renvoi. La direction retoqua aussitôt le choix des rédacteurs et nomma à la place un certain Michel Maïenfisch, un fait-diversier tel que le PPA en produit en séries : bien avec la police, bien avec le procureur, bien avec les juges, bien avec les essayistes ratés – bien sous tous rapports. L'homme ne déçut personne.

cirage et télémarketing

Depuis deux ans, le bureau d'Amiens du *Courrier picard* s'est transformé en atelier de cirage, avec Michel Maïenfisch dans le rôle du flagorneur en chef. On le connaît même désormais sous le nom de « Grand Cireur Picard » (GCP). Tantôt de Robien distribue des cœurs en chocolat, tantôt de Robien promène le GCP Maïenfisch dans sa barque, tantôt de Robien s'avance sur les graviers, tantôt il gagne la salle du conseil, tantôt il en ressort le visage grave… Comment résister aux charmes de ce monarque arrachant à Raffarin un ministère parisien ? D'autant que, pour Maïenfisch, c'est une promotion par procuration : il accède lui aussi à la capitale. Il pourra y prendre de nouvelles leçons de docilité. Après tout, chaque jour ou presque, *Le Monde* se comporte avec autant de révérence.

Quant au premier adjoint au maire d'Amiens, Roger Mézin, il suffoque déjà sous la moiteur des coups de langue. Patron local du RPR, et numéro 2 de la Chambre de commerce, Mezin attire les « *call centers* » à grand renfort de subventions. Le Grand Cireur Picard relate ainsi ce haut fait d'armes : « *Amiens conforte son ambition d'accéder au rang de ville référence en matière de nouvelles technologies* » (03.10.00). Jamais, bien entendu, ce postulant à la Laisse d'Or ne détaille les tâches répétitives et surveillées des esclaves du télémarketing. Jamais non plus il ne mentionne les SMIC de ces bacs+3. Jamais enfin il n'interroge un de ces OS du combiné.

Non : une seule voix transperce ses papiers, celle du prophète Mézin « *dénonçant cette rumeur persistante qui consiste à dévaluer le métier de télé-opérateur* » (03.10.00). Brave toutou, le Grand Cireur s'interroge à son tour : « *Combien de temps faudra-t-il pour convaincre l'opinion publique que les emplois proposés dans les centres d'appels ne sont pas des petits boulots ?* » (27.10.01) Et lorsque ces jeunes ingrats, pourtant engagés dans « *des formations qualifiantes* » et « *des carrières valorisantes* », déclenchent une grève contre les patrons qui plastronnent, le Cireur Picard n'observe là qu'un « *mouvement d'humeur* ». On croirait lire du Laurent Mouchard ou du Alain Touraine au moment des grèves anticapitalistes de novembre-décembre 1995.

Cette lèche frénétique a fini par faire jaser. *Fakir*, journal sardon du crû, a aboyé contre ce « *chien de garde de la mairie* [5] », lequel a rentré la langue et sorti les dents. Michel Maïenfisch, le Grand Cireur Picard, poursuit *Fakir* en diffamation. En dénonçant sa « *complaisance* », *Fakir* aurait en effet « *porté atteinte à ses qualités professionnelles* ». Mais c'est tout le contraire : pour un cireur, la « *complaisance* » est une « *qualité professionnelle* » appréciée. Exigée même…

Le comité d'entreprise du *Courrier picard* a désavoué la procédure engagée contre *Fakir*. La direction du journal, qui la soutient néanmoins, réglera les frais d'avocat. Qu'un magistrat condamne *Fakir* aux 80 000 francs réclamés et cent ans de quiétude seraient assurés aux marquis de la CCI, du Crédit agricole, du patronat, du téléachat et de l'Hôtel de Ville.

Mais *PLPL* soutient *Fakir*.

1. Aux librairies Les Lisières (33, Grand Place, 59 100 Roubaix) et Presse St-Michel (9, place Philippe-Le-Bon, 59000 Lille.)
2. Selon nos informations, l'éditeur du dernier Ramina, *Tous américains ?* serait « *effaré* » par le nombre d'invendus qu'il lui faudra mettre au pilon.
3. Un « rubricard » est un journaliste spécialisé qui suit un dossier dans la durée (politique étrangère, enseignement, téléachat moustachu, etc.).
4. Car cette désormais compagne n'était officiellement à l'époque que la « secrétaire » du directeur.
5. *Fakir*, n° 9. Les Sardons les plus combatifs – ceux qui se sont déjà réabonnés à PLPL en rangs serrés – s'abonneront à *Fakir* (10 euros) ou le soutiendront (67, route de Doullens, 8 000 Amiens, tél. 03 22 33 04 77). E-mail : fakir@nnx.com

démontage de texte

Le Monde heurte un récif

Le Parti de Presse et de l'Argent (PPA) ment même là où on ne l'attend pas. Une association de chercheurs sardons * a attiré l'attention de *PLPL* sur un article du *Quotidien vespéral des marchés* (ex-*Le Monde*) consacré aux coraux de Nouvelle Calédonie. Leur conclusion est sans appel : « *Il s'agit là d'un tissus de contre-vérités et de sophismes laissant penser que l'activité minière en Nouvelle Calédonie est finalement peu menaçante pour les récifs coralliens.* » Décidé à en finir avec le PPA, un docteur en science de l'environnement marin analyse pour PLPL l'article incriminé.

Les récifs résistent mieux que prévu aux agressions

Leur blanchissement est surtout lié à El Ninõ 1

Le récif corallien de Nouvelle Calédonie, la Grande Barrière de corail australienne ou les atolls de Polynésie française sont l'œuvre de minuscules créatures, les coraux constructeurs de récifs, baptisés scléractiniaires, qu'il ne faut surtout pas confondre avec d'autres espèces comme le corail rouge méditerranéen. [...] Ils vivent en symbiose avec une multitude de micro-algues – les zooxanthelles. 2 [...]

À certaines occasions, lorsque la température de l'eau atteint 32 °C, les coraux subissent un stress qui les conduit à expulser les zooxanthelles. Ce phénomène, qui provoque le blanchissement du corail, a été observé à différentes reprises sur la plupart des récifs coralliens. « *Le blanchissement est très lié à El Ninõ, ce phénomène climatique qui se traduit, entre autres, par l'installation d'une grosse lentille d'eau chaude sur le Pacifique central pendant des mois* », explique Loïc Charpy, directeur de recherche à l'institut de recherche pour le développement (IRD) et qui travaille à l'observatoire du Centre d'Océanologie de Marseille (Bouches-du-Rhône).

Le réchauffement climatique mondial pourrait aussi jouer un rôle dans ce blanchissement en raison de l'augmentation de la température de l'eau. Mais, pour le moment, « *la plupart des coraux frappés par le blanchissement reviennent à une situation normale* », précise le chercheur 3. En revanche, ils « *récupèrent moins bien* » lorsqu'ils sont soumis à des agressions dues à l'homme, telles que des rejets de produit toxiques dans les lagons ou la destruction de parties importantes du récif. 4

Florissants comme jamais 5

Cependant, Loïc Charpy se dit « *moins pessimiste que beaucoup d'autres sur les dangers qui pèsent sur les récifs coralliens car, depuis 40 000 ans, nous sommes dans une période où les coraux n'ont jamais été aussi florissants* » 6. Il souligne qu'en temps normal une barrière de corail est soumise à des agressions naturelles. Des milliers d'organismes se nourrissent des polypes tandis que d'autres y creusent des terriers pour s'y abriter.

Enfin, les cyclones sont de très grands destructeurs de récifs coralliens. Ces tempêtes tropicales peuvent briser jusqu'à 80 % à 90 % d'une barrière corallienne. « *Si l'écosystème corallien n'est donc pas globalement menacé, certaines zones le sont* 7. *Aussi faut-il rester attentifs* », note Loïc Charpy. L'Initiative internationale pour les récifs coralliens, crée en 1994 pour surveiller ces écosystèmes, est un peu plus pessimiste 8. Elle estime que plus de 10 % des récifs coralliens de la planète sont gravement menacés 9. En 1998, la France a créé son propre organisme de protection, l'IFRECOR, soutenu par le ministère de l'environnement et les DOM-TOM.

Christiane Galus, *Le Monde*, 28 février 2002

2 Le *QVM* a toujours porté une attention sourcilleuse aux problèmes environnementaux. Le 7 août 1945, la destruction d'Hiroshima par une bombe atomique (100 000 morts) fut saluée à la « une » par ce titre enjoué : « Une révolution scientifique ». Un demi siècle plus tard, le *QVM* tirait le bilan écologique de la guerre de l'OTAN au Kosovo. Nuages toxiques, polluants létaux déversés dans le Danube, contamination des nappes phréatiques, dispersion d'uranium appauvri, etc., n'ont pas impressionné le journaliste Hervé Kempf. « *La guerre du Kosovo a-t-elle été une catastrophe écologique ?* », s'interrogeait-il avant de conclure : « *La discussion reste ouverte, mais il semble qu'on puisse répondre par la négative.* [...] *Peut-être, même, en tant que pollution violente dans un environnement par ailleurs relativement préservé,* [les dégâts] *sont-ils moindres que ceux que supportent durablement les environnements des pays industrialisés.* [...] *Un effet collatéral de la guerre du Kosovo sera sans doute, par le débat que l'évaluation de son impact écologique va provoquer, d'aider à améliorer de telles méthodes d'expertise.* » (lire *PLPL* 2/3) Il en va autrement lorsqu'un drame écologique frappe la Corse, où Mme Ramina a mis au monde le PDG du *QVM* Jean-Marie Colombani et où le directeur moustachu de la rédaction passerait ses vacances en compagnie de Karl Zéro et de Christine Ockrent : en août 2000, un incendie d'origine criminelle (comme les bombardements de l'OTAN) était immédiatement qualifié à la « une » de « crime écologique » (*QVM*, 29.08.00). Cette fois-là, Hervé Kempf n'estima pas qu'un tel sinistre aiderait à « *améliorer les méthodes d'expertise* ».

5 & 6 Ici, le chercheur, la journaliste et le *QVM* sont aussi francs que Mouchard (lire *PLPL* 9). Mais leur duplicité est en forme de sophisme : s'il est vraisemblable que les récifs « *n'ont jamais été aussi florissants* » qu'au cours des derniers 40 000 ans, cette affirmation géologique exclut la période récente qui a vu 20 % des récifs disparaître en 20 ans. Écrire aujourd'hui « *Les récifs n'ont jamais été aussi florissants* » revient à dire que les dinosaures ne se sont jamais aussi bien portés depuis des millions d'années alors que la fameuse météorite vient tout juste de leur tomber dessus !

7 Il n'y a aucun lien logique entre cette assertion et les phrases qui la précèdent. D'après le « donc », il s'agit pourtant d'une conclusion. En outre, cette conclusion rassurante – pas de menace globale – est rigoureusement fausse. Le blanchissement lié au réchauffement global menace « globalement » tous les récifs durant les phases El Ninõ, et ce à l'horizon 2015-2020 en restant « prudents » (selon une projection publiée depuis longtemps dans la littérature scientifique Hoegh-Guldberg, 1999).

8 & 9 Euphémisme : ce chiffre ne concerne que le court terme. D'ici 2015 à 2020 et au-delà, il est au contraire prévu une extinction de masse des récifs. La création de l'Initiative Internationale pour les Récifs Coralliens (ICRI) en 1994 et de l'IFRECOR en 1998 attestent d'ailleurs de la « préoccupation » internationale pour ce sujet. Mais de telles initiatives officielles sont incompatibles avec la politique d'agression que représente l'exploitation des mines par les multinationales.

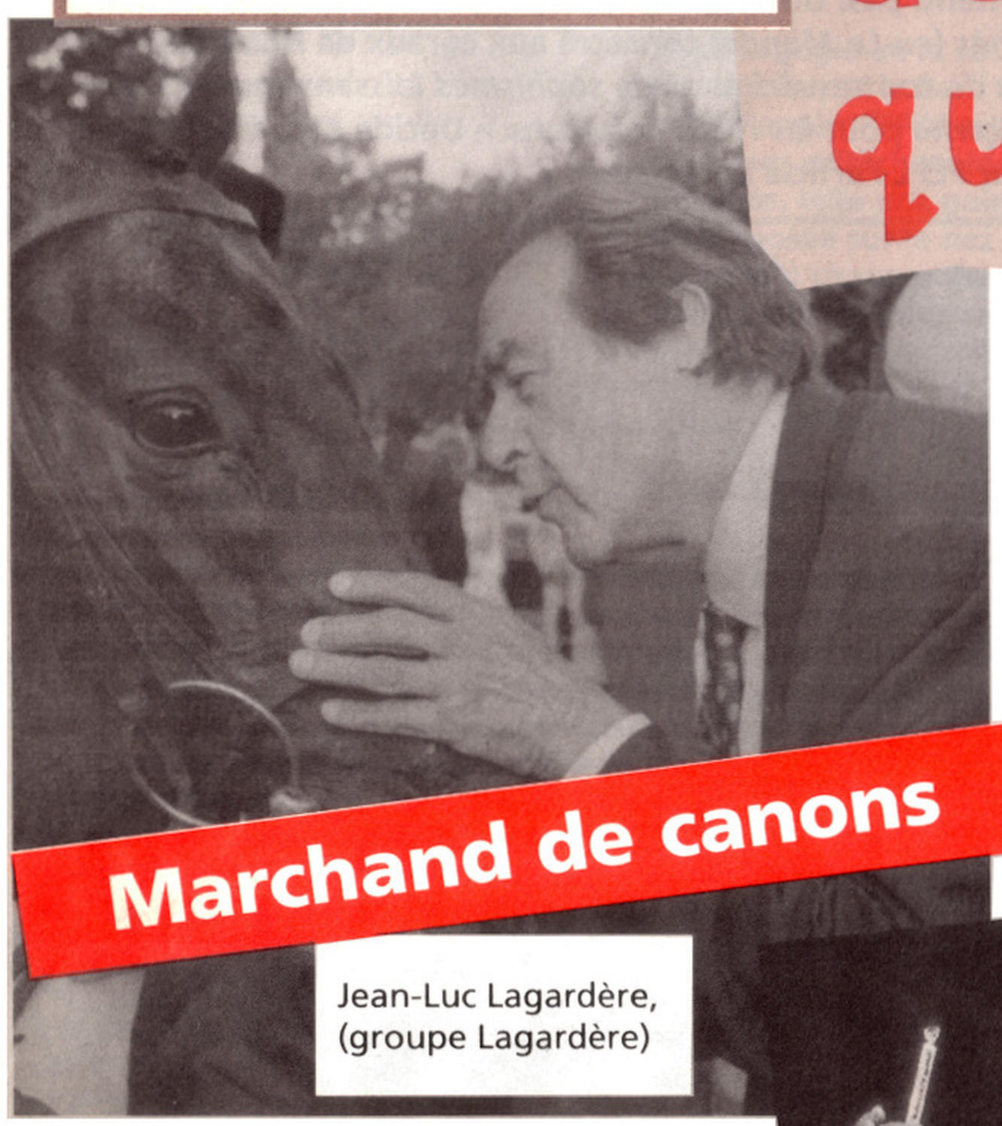
1 Contre-vérité manifeste : si la vitalité des coraux est sensiblement en équilibre avec les agressions naturelles subies (autres organismes, cyclones, etc.), n'importe quel chercheur corallien sait que toute agression supplémentaire tend à rompre cet équilibre vers un état régressif. En la matière, les destructions mécaniques (dragages, tourisme) et les rejets liés à l'érosion sont déterminants. Or, l'activité minière, frénétique en Nouvelle Calédonie, accélère l'érosion et donc l'étouffement des coraux par les déchets d'extraction.
En transférant la menace des activités minières sur un phénomène climatique naturel, El Niño, le *QVM* dilue les responsabilités des exploitants de minerai. Ces multinationales protégées par le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR, proche du RPR), se gavent de bénéfices, exploitent les Kanaks et détruisent leur environnement. Le *QVM* les couvre.

3 Cette expression est « la plupart » du temps beaucoup trop vague pour être honnête scientifiquement : en réalité, les taux de mortalité observés après blanchissement – ou, inversement, taux de récupération – sont très variables et dépendent des espèces coralliennes. Par exemple, en 1987 au Kenya, « seulement » 20 à 30 % de coraux bâtisseurs sont morts tandis que 90 % de coraux mous avaient péri. Aux Maldives, la quasi-totalité des espèces coralliennes ont disparu ! Entre 1986 et 1988, 50 à 100 % des *Agaricia Agaricites* ont disparu à Puerto Rico. De plus, pour une même espèce, le taux de mortalité dépendra de l'intensité du réchauffement : de 5 à 95 % suivant que le seuil de température mortel est dépassé de 2 à 3 °C ou bien 4 à 5 °C. La mortalité corallienne dépend aussi de la durée du dépassement thermique.
PLPL tient à rafraîchir la mémoire de la journaliste du *QVM* et celle de ce chercheur galvanisé par la disparition annoncée de son objet d'étude : le lien entre réchauffement et blanchissement létal est scientifiquement établi depuis plus de vingt ans. Il a été confirmé depuis par l'augmentation simultanée des épisodes chauds et des hécatombes dans les récifs. Environ 10 % des récifs mondiaux auraient disparu entre 1976 et 1997, et autant rien qu'en 1998, année la plus chaude du xxe siècle. Dans ces conditions, affirmer que « *la plupart des coraux frappés par le blanchissement reviennent à une situation normale* » est pour le moins anesthésiant. Reproduire béatement ces propos sans leur opposer l'avis d'autres chercheurs relève de la paresse.

4 Traduction : le capitalisme tue. Dans le cas d'espèce, l'activité minière engraisse les actionnaires mais fragilise les coraux. Ceux-ci disparaissent plus vite et plus massivement à cause des rejets d'exploitation dans les lagons ou des blanchissements ultérieurs. Mais le *QVM* est d'autant moins enclin à admettre les conséquences létales du capitalisme qu'il s'apprête à rentrer en Bourse. Mieux : son directeur Jean-Marie Colombani a récemment souligné le lien entre la valorisation boursière de son groupe et la sensualité des caresses éditoriales dont le *QVM* gratifie la croupe des marchés financiers : « *La confiance que nous accordons au marché sera payée de retour par ce même marché.* » (RTL, 18.05.02)

*Gaïapolis est une association à vocation écologique (analyse scientifique), qui œuvre également à promouvoir des postes d'emplois publics pour tous les doctorants.
6, rue Rouvière, F-13001, Marseille. tél. 04 91 54 32 95 (laisser message)
e-mail : <gaiapolis@inforoots.org>
site : <www.inforoots.org/membres/gaiapolis/>

PLPL vous offre : Les salaires des patrons qui plastronnent

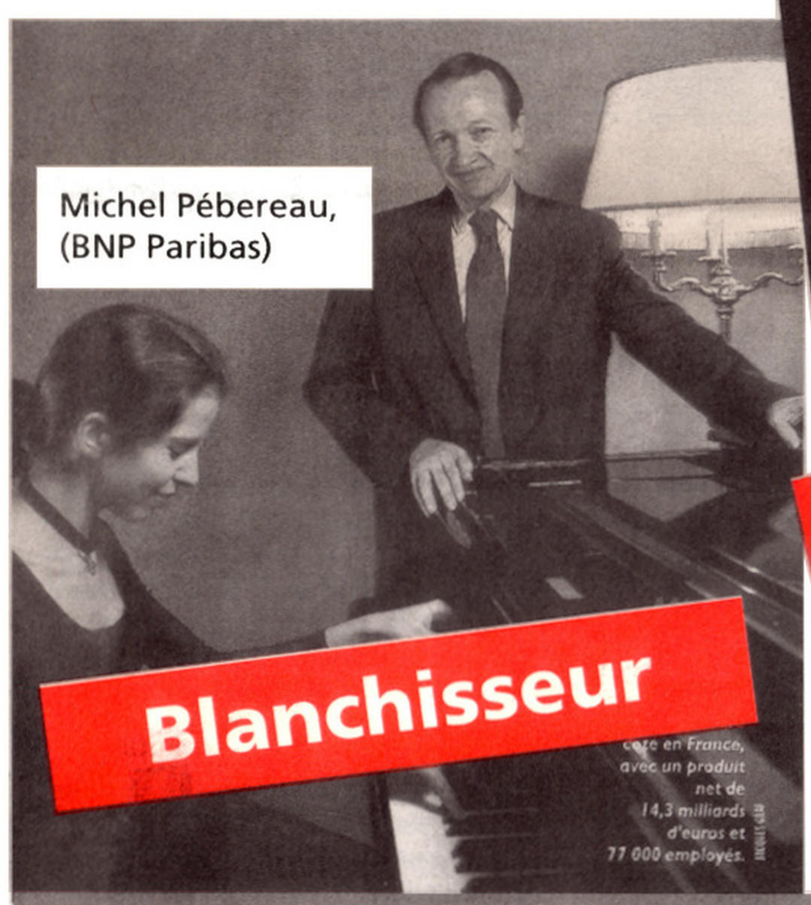


Jean-Luc Lagardère, (groupe Lagardère)

Marchand de canons

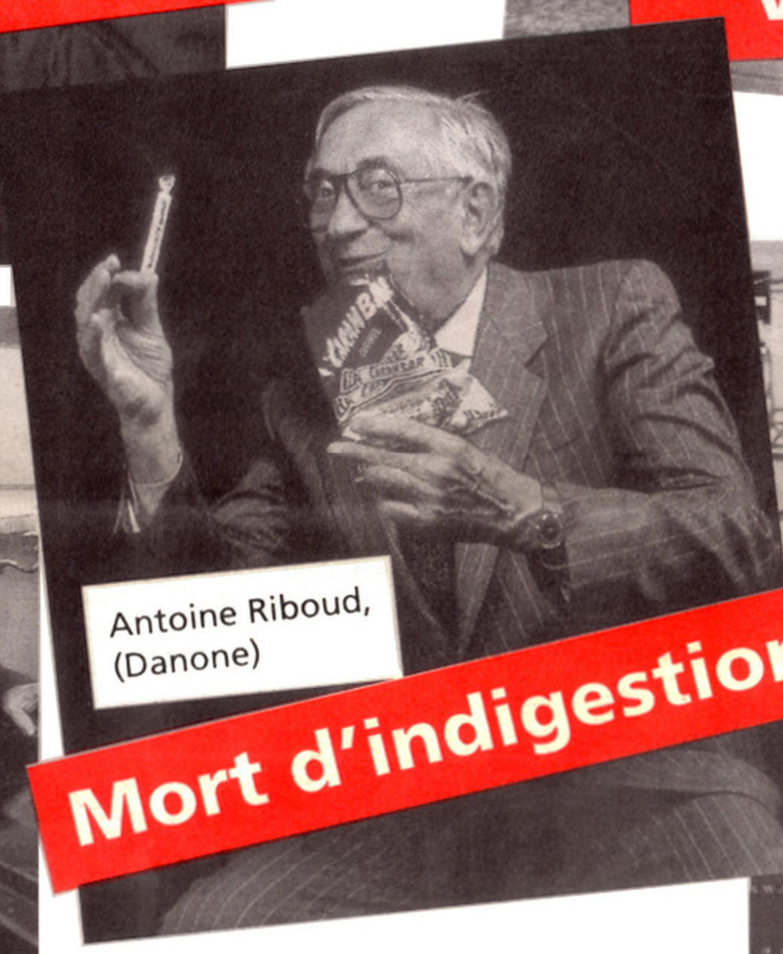
Vincent Bolloré, (groupe Bolloré)

Vautour breton



Michel Pébereau, (BNP Paribas)

Blanchisseur



Antoine Riboud, (Danone)

Mort d'indigestion

Bernard Arnault (LVMH)

Volaille de luxe

Les salaires annuels des patrons en 2001 (source : *Les Echos* - lundi 29 avril 2002)
Rémunération brute arrondie (fixe, variable, en euros) publiée au 26 avril.

Jean-Marc Espalioux	(Accor) :	1 680 000
Antoine Jeancourt-Galignavi (1er sem.)	(AGF)	
Jean-Philippe Thierry (2e sem.)	(AGF) :	1 253 000
Benoît Potier	(Air Liquide) :	943 000
Serge Tchuruk	(Alcatel) :	2 676 000
Jürgen Dormann	(Aventis) :	2 350 000
Jean-René Fourtou	(Aventis) :	2 330 000
Henri de Castries	(AXA) :	2 020 000
Michel Pébereau	(BNP Paribas) :	1 098 000
Martin Bouygues	(Bouygues) :	1 701 000
Paul Hermelin	(Cap Gemini) :	897 000
Daniel Bernard	(Carrefour) :	2 267 000
Jean Peyrelevade	(Crédit Lyonnais) :	1 160 000
Franck Riboud	(Danone) :	2 300 000
Pierre Richard	(Dexia) :	1 137 000
Michel Bon	(France Télécom) :	350 000
Bertrand Collomb	(Lafarge) :	1 366 000
Jean-Luc Lagardère	(Lagardère SCA) :	2 800 000
Edouard Michelin	(Michelin) :	1 999 000
Serge Weinberg	(PPR) :	1 747 000
Louis Schweitzer	(Renault) :	1 091 000
Jean-Louis Beffa	(Saint-Gobain) :	1 746 000
Henri Lachmann	(Schneider Electric) :	1 683 000
Daniel Bouton	(Société Générale) :	2 250 000
Gérard Mestrallet	(Suez) :	2 242 000
Patrick Le Lay	(TF1) :	1 587 000
Thierry Breton	(Thomson multimédia) :	1 256 000
Thierry Desmarest	(TotalFinalElf) :	2 225 000
Antoine Zacharias	(Vinci) :	2 620 000
Henri Proglio	(Vivendi Environnement) :	997 000
Jean-Marie Messier	(Vivendi Universal) :	5 100 000
(chiffre réel non communiqué)		
Alain Minc	(AM conseil) :	4 500 000
(source : *Challenges*)		